



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

Bruxelles, le 20 juillet 2007

9972/2/07

REV 2

CRIMORG 95

COPEN 75

EJN 11

EUROJUST 25

DÉCLASSIFICATION

du document: 9972/1/07 REV 1 RESTREINT UE

en date du: 29 juin 2007

nouvelle classification: sans classification

Objet: RAPPORT D'ÉVALUATION SUR LA QUATRIÈME SÉRIE
D'ÉVALUATIONS MUTUELLES "L'APPLICATION PRATIQUE
DU MANDAT D'ARRÊT EUROPÉEN ET DES PROCÉDURES
CORRESPONDANTES DE REMISE ENTRE ÉTATS MEMBRES"
- RAPPORT SUR LA FRANCE

Les délégations trouveront ci-joint la version déclassifiée du document cité en objet.

Le texte de ce document est identique à celui de la version précédente.

RESTREINT UE



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

Bruxelles, le 29 juin 2007

9972/1/07

REV 1

RESTREINT UE

CRIMORG 95

COPEN 75

EJN 11

EUROJUST 25

RAPPORT D'ÉVALUATION SUR
LA QUATRIÈME SÉRIE D'ÉVALUATIONS MUTUELLES
"L'APPLICATION PRATIQUE DU MANDAT D'ARRÊT EUROPÉEN ET
DES PROCÉDURES CORRESPONDANTES DE REMISE
ENTRE ÉTATS MEMBRES"

RAPPORT SUR LA FRANCE

RESTREINT UE

TABLE DES MATIÈRES

1.	INTRODUCTION	3
2.	AUTORITÉS ET BASE JURIDIQUE	4
3.	ORGANISATION ET PRATIQUES - RÔLE DE L'ÉTAT MEMBRE D'ÉMISSION	7
4.	ORGANISATION ET PRATIQUES - RÔLE DE L'ÉTAT MEMBRE D'EXÉCUTION	19
5.	FORMATION	36
6.	POINT DE VUE DE LA DÉFENSE	38
7.	CONCLUSIONS	39
8.	RECOMMANDATIONS	49

ANNEXES

ANNEXE A: La procédure d'exécution d'un mandat d'arrêt européen	54
ANNEXE B: Interdictions concernant la remise	55
ANNEXE C: Statistiques	56
ANNEXE D: Programme des visites	59
ANNEXE E: Liste des personnes interrogées	61
ANNEXE F: Liste des abréviations/glossaire des termes	63

RESTREINT UE

1. INTRODUCTION

1.1. À la suite de l'adoption de l'action commune du 5 décembre 1997, un mécanisme d'évaluation de l'application et de la mise en œuvre au plan national des engagements internationaux en matière de lutte contre la criminalité organisée a été mis en place.

1.2. Après avoir examiné une proposition présentée par la présidence belge concernant le thème de la quatrième série d'évaluations mutuelles¹, le Groupe multidisciplinaire "Criminalité organisée" (GMD) a adopté, lors de sa réunion du 11 juillet 2005, le thème proposé, à savoir "l'application pratique du mandat d'arrêt européen et des procédures correspondantes de remise entre États membres". Il a également été convenu, lors de la réunion du GMD du 11 juillet, que le questionnaire d'évaluation devait être élaboré par la présidence britannique.

1.3. Des experts possédant une solide connaissance pratique du mandat d'arrêt européen ont été nommés par les États membres conformément à une demande écrite adressée aux délégations par le président du GMD le 9 septembre 2005.

1.4. Lors de sa réunion du 28 octobre 2005, le GMD a approuvé le questionnaire d'évaluation destiné à la quatrième série d'évaluations mutuelles. Les objectifs de l'exercice d'évaluation et le questionnaire figurent dans le document 14272/05 CRIMORG 131 COPEN 175 EJM 57 EUROJUST 77.

1.5. Lors de sa réunion du 28 octobre 2005, le GMD a également examiné et approuvé le document 13824/05 fixant l'ordre révisé des visites d'évaluation mutuelle. La France est le huitième État membre à être évalué dans le cadre de la quatrième série d'évaluations.

1.6. Les experts qui ont été chargés de procéder à cette évaluation sont: Johannes MARTETSCHLAEGGER (procureur/conseiller, Ministère de la Justice, Vienne), Ernest NILLES (magistrat, tribunal d'arrondissement de Luxembourg), Fernando MARTINEZ PEREZ (magistrat instructeur, Sevilla), Carlos ZEYEN (Eurojust), Isabelle PERIGNON (Commission européenne) ainsi que le Secrétariat général du Conseil.

¹ Document 9602/05 - Débat d'orientation sur un exercice proposé d'évaluation mutuelle.

RESTREINT UE

1.7. Le présent rapport a été élaboré par l'équipe d'experts avec l'aide du Secrétariat du Conseil, sur la base des conclusions résultant de la visite d'évaluation qui a eu lieu du 22 au 26 janvier 2007 et des réponses détaillées et utiles apportées par la France au questionnaire d'évaluation, ainsi qu'à une demande écrite d'informations complémentaires.

1.8. Le rapport ne fait de distinction entre les procédures aux fins de poursuites et celles en matière d'exécution d'une condamnation que dans la mesure où il existe une divergence de pratique entre les deux procédures.

1.9. L'objectif primordial de l'équipe d'experts était d'évaluer les différentes procédures mises en œuvre et rencontrées en pratique par la France tant dans son rôle d'État membre d'émission que dans celui d'État membre d'exécution, afin d'évaluer les dispositions correspondantes en matière de formation et le point de vue de la défense, avant de conclure et de formuler les recommandations jugées appropriées pour améliorer les moyens permettant de rationaliser et d'améliorer davantage le mandat d'arrêt européen et les procédures correspondantes de remise entre États membres.

2. AUTORITÉS ET BASE JURIDIQUE

2.1. AUTORITÉS

- Les *magistrats du ministère public* (procureurs généraux et procureurs de la République) près de la juridiction d'instruction, de jugement ou d'application des peines sont, dans le cadre des poursuites, les autorités désignées par l'article 695-16 du code de procédure pénale pour émettre un mandat d'arrêt européen (MAE), soit à la demande de la juridiction, soit d'office. En matière d'exécution de peines, le ministère public, dans sa prérogative générale de poursuivre l'exécution des sentences pénales, est compétent pour délivrer un MAE pour l'exécution de peines privatives de liberté d'une durée supérieure à quatre mois prononcées par une juridiction de jugement.

RESTREINT UE

Les parquets généraux territorialement compétents interviennent dans la phase d'exécution des MAE émis par les autorités étrangères. En tant qu'autorités d'exécution, les procureurs généraux ont la responsabilité, pendant la première audition dans les 48 heures suivant l'arrestation, de vérifier la régularité de la requête et de décider du maintien en détention ou non de la remise en liberté. À ce stade de la procédure, il n'y a pas de possibilité de prendre des mesures de contrôle judiciaire.

- La France a fait le choix d'attribuer à la *chambre de l'instruction* de chaque cour d'appel, par ailleurs instance d'appel des juridictions d'instruction, le contentieux de l'exécution des mandats d'arrêt européens. Ce choix vise à harmoniser la procédure suivie en la matière avec celle déjà prévue en matière d'extradition.
- La *Section centrale de coopération opérationnelle de police (SCCOPOL)* et la *Mission Justice* (service spécialisé de la direction des affaires criminelles et des grâces - bureau de l'entraide pénale internationale) assurent un traitement interministériel (police, gendarmerie nationale, douane, Ministère de la Justice) de la diffusion des MAE français et étrangers. Le Bureau Sirene et Interpol travaillent sur la même plateforme. Ce service central est en mesure d'indiquer à l'autorité émettrice l'existence d'autres signalements concernant la même personne par un accès direct aux fichiers du SIS et d'Interpol. En outre, l'ensemble des mandats d'arrêt européens transmis via le SIS ou Interpol fait l'objet d'un contrôle de qualité par les magistrats détachés à la Mission Justice.
- Les *services de police et de gendarmerie* géographiquement compétents sont chargés des vérifications initiales dès la réception d'un MAE afin de localiser la personne recherchée et de procéder à son interpellation. Les services en question peuvent se servir du Fichier des personnes recherchées (FPR) par le biais duquel ils ont accès aux bases de données du SIS et d'Interpol.
- L'*Office central chargé des personnes recherchées ou en fuite*, bien qu'il n'ait pas de compétence spécifique en matière de MAE, peut, par ses investigations, permettre l'interpellation de la personne recherchée.

- Le *Service de transfèrements de l'administration pénitentiaire (SAP)* est compétent pour organiser et effectuer toutes les remises concernant la France, soit pour les MAE, soit pour les extraditions. Une équipe de transfert, composée de 28 agents, travaille à plein temps à l'étranger ou en France (postes frontaliers, aéroports, gares) pour effectuer la remise physique des personnes recherchées.
- Le *Ministère de la Justice*, direction des affaires criminelles et des grâces (DACG), sous-direction de la justice pénale spécialisée, bureau de l'entraide pénale internationale (BEPI) a été désigné pour:
 - transmettre par la voie diplomatique aux autorités d'un autre État ou à une organisation internationale les demandes émanant des autorités judiciaires françaises visant à la levée du privilège ou de l'immunité dont la personne recherchée bénéficierait au regard de cet autre État ou de cette organisation internationale (aux termes de l'article 7 de la décision-cadre);
 - recevoir par la voie diplomatique les demandes émanant des autorités judiciaires étrangères visant à la levée du privilège ou de l'immunité dont la personne recherchée bénéficierait en France (aux termes de l'article 7 de la décision-cadre);
 - recevoir les demandes de transit et toute autre correspondance officielle concernant les demandes de transit (aux termes de l'article 25, paragraphe 2, de la décision-cadre).

2.2. BASE JURIDIQUE

- Loi 2004-204 du 9 mars 2004 transposant la décision-cadre du 13 juin 2002 relative au MAE. L'article 17 de la loi a entièrement réécrit le titre X du code de procédure pénale en introduisant le chapitre IV consacré au MAE (articles 695-11 à 695-51). Des dispositions particulières relatives à l'application dans le temps du MAE sont prévues à l'article 215, paragraphes I à V, de la loi.

La France a déclaré, conformément à l'article 32 de la décision-cadre relative au MAE, qu'en tant qu'État d'exécution, un MAE ne pourrait être exécuté que pour des faits commis après le 1^{er} novembre 1993. Pour les faits commis avant cette date, elle continuera à les traiter selon le système d'extradition applicable avant le 1^{er} janvier 2004.

RESTREINT UE

- Circulaire ministérielle du 11 mars 2004 relative à l'application du MAE et au système d'extradition. Elle est adressée pour attribution aux procureurs généraux près les cours d'appel et aux procureurs de la République près les tribunaux de grande instance et, pour information, aux premiers présidents de cours d'appel et aux présidents des tribunaux de grande instance.

La circulaire contient des directives pour faciliter l'application du MAE.

- Articles 696 à 696-24 et 696-34 à 696-47 du code de procédure pénale relatifs à l'extradition des étrangers. Depuis 1^{er} juillet 2005, les dispositions insérées par le législateur dans le code de procédure pénale rendent applicables la Convention du 10 mars 1995 relative à la procédure simplifiée d'extradition entre les États membres de l'Union européenne et la Convention du 27 septembre 1996 relative à l'extradition entre les États membres de l'Union européenne.
- Loi 84-11500 du 21 décembre 1984 transposant la Convention du Conseil de l'Europe du 21 mars 1983 sur le transfèrement des personnes condamnées et son protocole additionnel.

3. ORGANISATION ET PRATIQUES - RÔLE DE L'ÉTAT MEMBRE D'ÉMISSION

Le groupe d'experts évaluateurs a été informé que, pendant l'année 2006, selon les données disponibles au BEPI au moment de l'évaluation, les autorités judiciaires françaises ont émis 366 MAE.

3.1. DÉCISION D'ÉMISSION

L'article 695-16 opère une distinction selon qu'il s'agisse d'une poursuite ou d'une exécution de peine.

En matière de poursuite, le ministère public près la juridiction d'instruction, de jugement ou d'application des peines ayant décerné un mandat d'arrêt met celui-ci à exécution sous la forme d'un mandat d'arrêt européen soit à la demande de la juridiction, soit d'office.

RESTREINT UE

S'agissant de l'exécution d'une peine, le ministère public est également compétent, s'il l'estime nécessaire, pour assurer, sous la forme d'un mandat d'arrêt européen, l'exécution des peines privatives de liberté d'une durée supérieure ou égale à quatre mois prononcées par les juridictions de jugement.

En général, la décision d'émettre un MAE relève de l'appréciation discrétionnaire de l'autorité judiciaire compétente qui en considère l'opportunité sur la base de plusieurs facteurs.

Une condition préalable et nécessaire pour l'émission d'un MAE est l'existence d'un titre exécutoire préexistant, soit un mandat d'arrêt national soit une décision de condamnation exécutoire.

Dans le cadre des poursuites pénales, le MAE pourra être émis si la peine encourue est égale ou supérieure à un an d'emprisonnement.

Pour l'exécution d'une peine, le MAE ne pourra être émis que si la peine prononcée est égale ou supérieure à quatre mois.

A cet égard, la circulaire ministérielle attribue au ministère public un pouvoir d'appréciation quant à l'émission d'un MAE pour une peine égale ou supérieure à quatre mois prononcée par une juridiction de jugement sans émission de mandat d'arrêt.

Toutefois, la circulaire recommande l'émission systématique d'un MAE pour les condamnations d'une certaine gravité (par exemple, les condamnations à une peine supérieure à un an d'emprisonnement) et l'appréciation au cas par cas pour les autres condamnations.

Pendant la visite d'évaluation, le groupe d'experts a pu constater que l'appréciation des autorités judiciaires émettrices diffère quant au seuil de peine minimum pour émettre un MAE: quelques-unes retiennent un an, d'autres 18 mois.

3.2. VÉRIFICATION DE L'EXISTENCE ÉVENTUELLE DE PLUSIEURS DEMANDES

La France a mis en place un service interministériel (SCCOPOL) réunissant le Bureau Sirene France, Interpol et la Mission Justice, service spécialisé de la DACG du Ministère de la Justice, qui suit de façon coordonnée la procédure d'émission d'un MAE.

RESTREINT UE

Ce service central, ayant un accès direct aux bases de données du SIS et d'Interpol, est en mesure d'indiquer à l'autorité émettrice l'existence d'autres signalements concernant la même personne.

Étant donné que le SIS ne permet de diffuser qu'un seul MAE par personne, lorsque deux juridictions ou plus veulent diffuser des MAE concernant la même personne, la Mission Justice contacte les juridictions pour établir les priorités (crime grave, liste des 32 infractions, etc.) et décider quel MAE diffuser.

Dès que l'individu est interpellé, toutes les autorités judiciaires françaises concernées en sont informées afin que les autres mandats concernant la même personne soient portés à la connaissance de l'autorité d'exécution.

Tant que l'individu n'est pas interpellé, les autres mandats sont archivés manuellement mais ne sont pas sauvegardés informatiquement.

Au niveau national, les recherches afin de vérifier l'existence d'enquêtes ultérieures en cours, de condamnations ou de poursuites concernant la personne recherchée sont faites par le biais du Fichier des Personnes Recherchées (FPR).

3.3. REMPLISSAGE DES FORMULAIRES/DOCUMENTS JUDICIAIRES

L'article 695-13 du code de procédure pénale détaille toutes les informations qu'un MAE doit contenir. Il s'agit en fait des éléments contenus dans le formulaire annexé à la décision-cadre sur le MAE.

La circulaire ministérielle du 11 mars 2004 spécifie que seul le formulaire-type annexé à la décision-cadre peut être utilisé et qu'il ne peut être modifié. Pourtant, les autorités françaises elles-mêmes ont élaboré un modèle pour le Royaume-Uni, et ce afin d'anticiper les demandes complémentaires systématiquement adressées par les autorités britanniques.

RESTREINT UE

Afin d'assurer une certaine homogénéité et conformité des formulaires, tous les MAE envoyés par l'intermédiaire du SIS font l'objet d'un contrôle de qualité par les magistrats qui travaillent à la Mission Justice. Lorsque l'examen révèle que le MAE ne remplit pas les exigences de clarté, de cohérence et de précision requises pour pouvoir être exécuté par les autorités étrangères, le formulaire est renvoyé à l'autorité française émettrice pour qu'elle y apporte les modifications nécessaires.

Pendant la visite d'évaluation, les praticiens ont mentionné des cas sporadiques de difficultés majeures liées à la rédaction du formulaire et d'exigences de certains États membres.

À ce propos, deux cas ont été cités à titre d'exemple.

Dans deux affaires avec le Royaume-Uni, il s'est avéré difficile de concilier des concepts juridiques différents entre la *common law* et le droit continental, notamment sur les définitions de poursuites et de jugement *in absentia*. Dans un cas, par exemple, les autorités britanniques ont estimé qu'une personne faisant l'objet d'un mandat d'arrêt émis par un juge d'instruction sans avoir été mise en examen ne pouvait être considérée comme poursuivie.

Dans un dossier avec les Pays-Bas, un problème s'est posé pour remplir le formulaire, les autorités néerlandaises se montrant très exigeantes quant à la nécessité de démontrer l'intérêt d'une poursuite dans l'État membre d'émission dès lors qu'une partie des faits avait été commise sur le territoire des Pays-Bas. Les difficultés de compilation dans le formulaire ont été résolues par des contacts bilatéraux.

3.4. PARTIES DEMANDERESSES/PROCÉDURE

Comme déjà mentionné aux points 2.1 et 3.1, il est prévu que le MAE soit émis par le ministère public (procureur de la République et Procureur Général) territorialement compétent, sur la base d'une décision de justice préalable prise par une juridiction d'instruction ou de jugement.

C'est donc au ministère public d'émettre le MAE, soit à la demande de la juridiction, soit d'office, selon les règles et dans les conditions prévues par les articles 695-12 à 695-15 du code de procédure pénale, telles que précisées par la circulaire ministérielle.

RESTREINT UE

Dans la pratique, certains ministères publics s'accordent avec les juges d'instruction compétents pour qu'ils rédigent eux-mêmes le formulaire, qui est ensuite contrôlé par le ministère public émetteur.

Le formulaire rempli est envoyé dans la plupart des cas à la Mission Justice pour diffusion par le canal Schengen-Interpol. Comme déjà mentionné, les magistrats de la Mission Justice effectuent un contrôle de qualité du formulaire et, le cas échéant, le renvoient à l'autorité émettrice s'il y a des modifications à y apporter.

En cas de localisation de la personne recherchée, le MAE est adressé et envoyé directement à l'autorité d'exécution.

Aux termes de l'article 695-17 du code de procédure pénale, lorsque le ministère public a été informé de l'arrestation de la personne recherchée, il adresse sans délai au Ministre de la Justice une copie du MAE pour l'établissement des statistiques. Dans la pratique, on a constaté que les ministères publics ne s'acquittent pas toujours de ce devoir.

Dans le cadre des statistiques gérées au niveau central par le Ministère de la Justice BEPI, il faut aussi mentionner que tous les MAE qui transitent par la Mission Justice sont automatiquement transmis au BEPI.

3.5. TRADUCTION DU MANDAT D'ARRÊT EUROPÉEN

L'autorité émettrice est chargée de la traduction du MAE dans la langue officielle ou dans celle acceptée par l'État d'exécution (article 695-14 du code de procédure pénale). À cet égard, un tableau contenant les informations sur les langues acceptées par les États membres est disponible sur le site Intranet du Ministère de la Justice.

En général, la traduction des actes judiciaires est effectuée par des experts traducteurs qui sont choisis sur une liste nationale établie par la Cour de cassation ou des listes régionales établies par les cours d'appel.

RESTREINT UE

Afin de satisfaire aux exigences de délais du MAE, une liste de traducteurs s'engageant à traduire le MAE dans les 48 heures a été dressée et mise à la disposition des autorités émettrices sur le site Intranet du Ministère de la Justice. Il est intéressant de mentionner que les langues disponibles couvrent aussi celles qui peuvent être utilisées pour la diffusion des formulaires par le canal Interpol (arabe, chinois, russe, etc.).

En outre, dans l'optique de faciliter la procédure d'émission et de transmission du MAE, des formulaires dans toutes les langues officielles des États membres de l'Union européenne sont disponibles sur le site Intranet du Ministère de la Justice.

Généralement, la traduction du MAE français n'est pas effectuée lorsque la personne recherchée n'est pas localisée. Dès que la personne est localisée, ce qui permet de définir la langue utile, la traduction est faite dans le plus bref délai.

En cas de localisation certaine ou présumée de la personne recherchée, la circulaire ministérielle recommande qu'*"il serait particulièrement opportun, [...], d'anticiper la traduction dudit mandat d'arrêt dans la langue du pays où elle est susceptible de se trouver"*.

Au moment de l'évaluation, les praticiens rencontrés ont fait état de quelques difficultés de respecter les délais à cause du manque de traducteurs dans des langues moins connues. Toutefois, aucun cas de libération de la personne recherchée pour non-respect des exigences linguistiques n'a été communiqué au Ministère de la Justice jusqu'au moment de l'évaluation.

3.6. TRANSMISSION DU MANDAT D'ARRÊT EUROPÉEN

Conformément à la décision-cadre relative au MAE, la loi de transposition du MAE en France prévoit plusieurs modes de diffusion, aucune autorité centrale n'étant désignée pour transmettre les MAE.

Aux termes de l'article 695-15 du code de procédure pénale, dans l'hypothèse où la personne recherchée est localisée, le MAE peut être envoyé directement à l'autorité judiciaire compétente pour l'exécution. La circulaire ministérielle mentionne à ce propos la possibilité d'utiliser le Réseau judiciaire européen (RJE) pour l'identification de l'autorité d'exécution. Les praticiens peuvent également obtenir cette information auprès des magistrats français de liaison en Espagne, en Pologne, en Allemagne, en Italie, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni ou par le biais du SIS ou d'Interpol en cas de découverte de la personne recherchée.

RESTREINT UE

À ce propos, les autorités françaises ont signalé, au moment de l'évaluation, que les autorités émettrices avaient rencontré des problèmes en raison du manque d'actualisation des listes contenues dans l'Atlas du RJE ainsi que des divergences d'informations contenues dans les fichiers de SIS/Interpol et du RJE.

Lorsque la personne n'est pas localisée, le MAE est transmis par la voie du SIS ou d'Interpol selon le cas.

En tout cas, c'est à l'autorité judiciaire émettrice de décider des modalités et de l'ampleur de la diffusion du MAE, essentiellement en fonction des informations disponibles concernant la localisation de la personne recherchée.

Dans la pratique, le SIS et Interpol sont les voies les plus utilisées. Étant donné l'incertitude de la localisation de la personne recherchée, deux diffusions parallèles du formulaire MAE sont généralement effectuées, soit via Sirene, soit Interpol. Dans ce dernier cas, la demande vaut arrestation provisoire.

Quant aux modes de transmission, le code de procédure pénale et, d'une façon plus détaillée, la circulaire ministérielle, prescrivent que la transmission devra être effectuée par tout moyen laissant une trace écrite permettant à l'autorité d'exécution de s'assurer de l'authenticité de la requête. Selon la législation en vigueur dans l'État requis, il pourrait s'agir d'une transmission notamment par courrier, par télécopie ou par messagerie électronique de documents numérisés. Ces deux derniers modes de transmission étant les plus utilisés en pratique.

3.7. QUESTIONS SOULEVÉES OU DEMANDES D'INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES PRÉSENTÉES PAR LES ÉTATS MEMBRES D'EXÉCUTION ET CANAUX DE COMMUNICATION UTILISÉS

Comme déjà mentionné au point 3.3, la France a indiqué qu'il y avait eu des cas où des problèmes se sont posés avec certains États membres d'exécution se montrant très exigeants quant à:

- la preuve des éléments concernant l'implication de la personne recherchée;
- la preuve du caractère volontaire de la soustraction de la personne recherchée aux investigations effectuées ou à l'exécution de sa condamnation;

- la question de la double incrimination.

Dans la pratique avec l'Italie, la France a rencontré des difficultés de deux ordres.

D'un côté, les exigences d'interpréter les catégories d'infractions prévues par l'article 2 de la décision-cadre au regard des infractions prévues en droit italien et aussi la preuve de la participation de la personne recherchée aux faits qui lui sont reprochés. De l'autre, certains parquets ont signalé que le Ministère de la Justice italien demande très souvent l'original du MAE et aussi le texte des poursuites ou des jugements français, parfois traduits en italien.

On a déjà mentionné que, dans des cas avec le Royaume-Uni, des problèmes se sont posés pour remplir le MAE et que des entretiens entre les magistrats français et le *Crown Prosecution Service* ont conduit soit à la correction des MAE, soit à l'émission de nouveaux mandats.

En général, les autorités judiciaires demandent le plus souvent des informations supplémentaires plutôt que l'établissement d'un nouveau MAE (à l'exception du Royaume-Uni).

Il est à noter qu'en général la concertation avec les autorités d'exécution se fait soit directement, soit par l'intermédiaire des magistrats de liaison ou du RJE.

En outre, les difficultés concernant les mandats d'arrêt européens sont abordées à l'occasion des rencontres bilatérales qui ont lieu de façon régulière avec certains États (Allemagne, Royaume-Uni, Espagne, Pays-Bas) dans le cadre de l'entraide pénale internationale.

3.8. RÉGIME JURIDIQUE APPLICABLE AU RETOUR DES NATIONAUX EN VUE DE L'EXÉCUTION D'UNE CONDAMNATION

En principe, le Ministère français de la Justice considère que, à défaut de ratification de la Convention du Conseil de l'Europe du 28 mai 1970 sur la valeur internationale des jugements répressifs, la base juridique pour le transfèrement des ressortissants de l'État d'exécution ne peut être que la Convention du 21 mars 1983 du Conseil de l'Europe sur le transfèrement des personnes condamnées et son protocole additionnel.

RESTREINT UE

Néanmoins, il convient de mentionner que cette position doctrinale n'est pas partagée par toutes les juridictions qui considèrent, au contraire, la décision-cadre comme une base légale appropriée. On se reportera au point 4.10 pour de plus amples précisions.

3.9. REMISE DE MINEURS ET GARANTIES CORRESPONDANTES

Le droit français prévoit que l'âge requis pour la responsabilité pénale est de 13 ans.

Aucune peine d'emprisonnement ne peut être prononcée contre un mineur de moins de 13 ans au moment des faits faisant l'objet d'un MAE. Au moment de l'évaluation, aucun cas n'a été communiqué par les autorités françaises.

3.10. ÉVOLUTION DES MEILLEURES PRATIQUES

Trois ans après l'entrée en vigueur de la loi de transposition du MAE, de bonnes pratiques ont été mises en place et consolidées en France.

L'équipe d'experts évaluateurs a pu apprécier, en particulier, certaines initiatives du Ministère de la Justice qui constituent un véritable soutien pour les praticiens dans l'application du MAE.

À cet égard, le groupe de suivi sur le MAE, établi depuis 2004 par le Ministère de la Justice, a été conçu comme un groupe de travail réunissant des représentants du ministère et des praticiens¹ pour discuter des problèmes posés par la pratique et par la jurisprudence.

¹ Dans le groupe de suivi sur le MAE il y a trois représentants de parquets généraux (Paris, Aix-en-Provence et Pau), un membre de la Chambre de l'instruction de Paris, un membre du barreau, un membre de la Cour de cassation.

RESTREINT UE

Les experts ont pu apprécier ainsi l'utilité du site Intranet établi par la DACG, qui contient une section dédiée au MAE. Le site, accessible à tous les magistrats et fonctionnaires de la justice, contient différentes sections concernant les textes législatifs, les circulaires du Ministère de la Justice, les précisions apportées par le Ministère sur la base des arrêts de la Cour de cassation, les formulaires à utiliser et les directives pour remplir le MAE, la liste des experts traducteurs, les statistiques, un forum questions/réponses sur le MAE. Ce dernier contient toutes les réponses données aux praticiens sur des questions pratiques ou juridiques concernant la loi d'application du MAE depuis son entrée en vigueur. En plus, les praticiens disposent d'une aide en ligne assurée tous les jours par les magistrats de la DACG au téléphone ou par e-mail.

La visite au Ministère de la Justice a permis à l'équipe d'évaluation de constater l'efficace organisation du système de collecte et d'établissement des statistiques. Le programme mis en place et géré par le BEPI (un fonctionnaire en service sous la supervision de deux magistrats) représente un exemple de bonne pratique malgré la carence des ressources humaines. La collecte des données statistiques est effectuée essentiellement par le biais de la Mission Justice qui transmet systématiquement au BEPI une copie des MAE traités et par les ministères publics lorsque la personne est interpellée (article 695-17 du code de procédure pénale). Le SAP transmet aussi les renseignements sur les remises effectuées. En plus, une fois par an, le BEPI transmet à toutes les autorités judiciaires une demande standard pour la collecte des données.

Les statistiques élaborées par le BEPI présentent une synthèse des MAE émis et reçus chaque année, les pays concernés, les infractions, les remises actives et passives effectuées.

Pour ce qui est des outils de soutien aux praticiens pour l'application du MAE, il faut aussi mentionner la circulaire ministérielle du 11 mars 2004 et les directives de rédaction contenues dans le formulaire annoté disponible sur le site Intranet du Ministère de la Justice. Pendant l'évaluation, il est apparu que ces outils sont largement utilisés par les autorités judiciaires françaises pour remplir les MAE.

RESTREINT UE

Les experts ont apprécié l'établissement de la cellule de magistrats à la Mission Justice au sein de la SCCOPOL qui assure une présence physique de l'autorité judiciaire dans le Bureau Sirene - Interpol. Les évaluateurs ont accueilli très favorablement cette initiative, vu qu'elle permet une expertise en temps réel de l'autorité judiciaire pour toute question concernant le MAE, notamment l'apposition d'indicateurs de validité ou la demande d'informations complémentaires. Dans la pratique, quatre magistrats de la DACG assurent la présence journalière au bureau et la permanence 24 heures sur 24 7 jours sur 7 par roulement.

3.11. COMMUNICATIONS GÉNÉRALES AVEC L'ÉTAT MEMBRE D'EXÉCUTION

En général, la communication de l'information entre les autorités françaises émettrices et les autorités d'exécution s'effectue principalement par le biais de contacts directs entre autorités judiciaires concernées ou par le biais des magistrats de liaison là où il en existe.

Le Ministère de la Justice, bureau de l'entraide judiciaire pénale internationale, est aussi sollicité par les autorités judiciaires en cas de difficultés avec l'État d'exécution.

Lorsque le MAE est diffusé par la voie du SIS ou d'Interpol et que la personne recherchée est localisée, la Mission Justice ou le Bureau central national Interpol avise le ministère public émetteur de cette découverte en précisant les coordonnées de l'autorité judiciaire d'exécution et le délai dans lequel le MAE traduit doit être transmis.

Pendant la visite d'évaluation, les autorités judiciaires visitées ont unanimement fait part de la difficulté, pour les autorités d'exécution, d'avoir des renseignements sur l'avancement des voies de recours et même la décision de remise de l'autorité d'exécution. En particulier, elles ont souligné que les informations concernant la durée de détention purgée sont insuffisamment communiquées spontanément par les autorités étrangères.

Les autorités interrogées ont précisé qu'en tant qu'État d'émission, la France ne s'est jamais adressée à Eurojust pour résoudre une quelconque difficulté concernant un MAE. Un cas seulement a été cité, dans lequel le membre national français auprès d'Eurojust s'est adressé au Ministère de la Justice pour avoir des renseignements sur l'état de la procédure française dans un cas de concurrence entre MAE.

RESTREINT UE

3.12. MODALITÉS DE LA REMISE/REMISE TEMPORAIRE

Le processus de remise, à titre temporaire ou définitif, se déroule de façon identique.

Sauf transmission directe par l'autorité d'exécution, la notification d'une décision de remise d'une personne recherchée se fait généralement via le canal SIS ou Interpol.

Le ministère public, qui reçoit la décision d'acceptation de la remise, prend les mesures nécessaires afin que la personne recherchée soit remise et adresse des réquisitions à la direction de l'administration pénitentiaire (bureau des transfèrements, SAP).

Ce service central est compétent pour organiser l'opération de transfèrement et de remise physique de la personne à la frontière terrestre ou aérienne de l'État d'exécution ou en France (postes frontaliers, gares, aéroports). À son arrivée sur le territoire français, la personne est présentée à un magistrat du parquet du point d'entrée sur le territoire ou du tribunal de grande instance de destination, selon qu'il se trouve à plus ou moins de 200 kilomètres de ce point d'entrée.

Les autorités françaises ont signalé certaines difficultés liées à la brièveté du délai de dix jours prévu par la décision-cadre pour effectuer la remise. Des cas ont été rapportés où les autorités de l'État d'exécution n'ont pas respecté la date fixée pour la remise et où la force majeure a dû être invoquée. En particulier, le SAP a fait état de difficultés de coordination avec les autorités de certains pays, notamment la Pologne et la Roumanie.

3.13. MODALITÉS DE LA REMISE DES OBJETS DEMANDÉS/DÉLAIS/GARANTIES

Les autorités françaises ont rapporté que des demandes de saisie et de remise de biens ont été adressées aux autorités d'exécution et qu'aucune difficulté particulière n'a été signalée.

3.14. CONFLITS ENTRE MANDATS D'ARRÊT EUROPÉENS/DEMANDES D'EXTRADITION/REMISE

Un cas problématique a été signalé par les autorités françaises au moment de l'évaluation. En cas de concurrence de mandats d'arrêt à l'encontre d'une même personne, il est arrivé que la décision de l'autorité d'exécution ne précisait pas suffisamment les motifs de la remise. Dans ce cas, les difficultés ont été réglées par le biais de contacts directs ou avec les magistrats de liaison ou du RJE.

3.15. FRAIS

Les autorités françaises ont expliqué que, en pratique, elles appliquent le principe selon lequel les frais de transfert des personnes condamnées sont à la charge de l'État du point de frontière jusqu'au lieu de détention.

Aucune difficulté relative à la question des frais n'a été rapportée par les praticiens rencontrés pendant la visite d'évaluation.

4. ORGANISATION ET PRATIQUES - RÔLE DE L'ÉTAT MEMBRE D'EXÉCUTION

Le groupe d'experts évaluateurs a été informé par le BEPI que, selon les données statistiques recueillies jusqu'au moment de l'évaluation, pendant l'année 2006, les autorités judiciaires françaises ont reçu 373 MAE.

Conformément au choix du législateur français de décentraliser le traitement du MAE, les autorités désignées pour l'exécution sont les parquets généraux et les chambres de l'instruction territorialement compétents.

4.1. PROCÉDURES DE RÉCEPTION

Aux termes de l'article 695-26 du code de procédure pénale, l'autorité étrangère émettrice peut adresser le MAE et le transmettre directement au Procureur Général territorialement compétent dans le cas où la personne est localisée. Dans les autres cas, recours peut être fait au canal SIS ou Interpol qui, dans la pratique, sont les plus utilisés.

Pendant la visite d'évaluation, les experts ont été informé par le BEPI d'un problème qui se pose surtout avec la Pologne où les autorités judiciaires n'utilisent pas le canal Interpol de Varsovie. En plus, les pays émetteurs ont aussi des difficultés en utilisant l'ATLAS du Réseau judiciaire européen (RJE) qui contient l'indication erronée d'une nécessaire transmission du MAE à l'autorité centrale, au lieu et place de la Cour d'Appel compétente. Contraintes de transmettre directement leurs mandats, ces autorités se conforment aux informations proposées par l'Atlas du Réseau judiciaire européen (RJE) en adressant le MAE à l'Autorité centrale (ministère de la justice) comme étant un destinataire légitime des pièces, amenant celle-ci à les réexpédier aux cours d'appel compétentes.

Une modification du site du RJE, intervenue après la visite d'évaluation, devrait permettre de voir s'éteindre cette pratique.

Quant à la forme, le code de procédure pénale prévoit que le MAE est envoyé "en original ou en copie certifiée conforme, par tout moyen laissant une trace écrite" et permettant à l'autorité d'exécution d'en vérifier l'authenticité. Sur le point des modalités de la transmission et de la certification du MAE, la circulaire ministérielle de mars 2004 indique que, dans la mesure où la loi ne spécifie rien, il appartient à l'autorité judiciaire d'exécution d'apprécier ce que recouvre l'expression "tout moyen" et que des dispositifs de télécopie sécurisés entre les Bureaux Sirene peuvent être utilisés à cette fin.

À cet égard, les experts ont noté que dans la pratique, certaines juridictions françaises d'exécution interprètent la loi d'une façon rigide et exigent exclusivement l'original ou la copie certifiée conforme du MAE, malgré l'orientation jurisprudentielle de la Cour de cassation qui est plus flexible¹. En outre, il est fréquent que certaines juridictions exigent les originaux, ce qui est contraire à la décision-cadre (Article 10.4°).

¹ Dans son arrêt du 25 janvier 2006 n. de pourvoi 05-87718, la Cour de cassation a décrété que *"justifie la décision d'autoriser la remise l'arrêt qui énonce que le mandat d'arrêt européen est parvenu au greffe par télécopie dans le délai de 6 jours ouvrables après la date de l'arrestation, [...], accompagné d'une lettre du ministre de la justice italien attestant que ce document est conforme à l'original adressé, dans le même temps, par courrier"*.

RESTREINT UE

En ce qui concerne le délai pour la réception de l'original ou de la copie conforme du MAE, l'article 695-26 prévoit qu'il doit parvenir au plus tard six jours ouvrables après la date de l'arrestation de la personne recherchée. Une jurisprudence consolidée de la Cour de cassation¹ considère que le délai n'est pas prévu sous peine de nullité.

Cependant, dans la pratique, les experts ont pu noter que, parmi les juridictions, les interprétations divergent quant aux conséquences du dépassement du délai. Notamment, quelques avocats généraux interviewés considèrent que la personne devrait être remise en liberté tandis que d'autres estiment que, si la loi ne prévoit rien, il n'y a pas lieu de remettre la personne en liberté.

Certains praticiens rencontrés ont signalé avoir rencontré des difficultés avec l'Italie pour recevoir, dans les délais requis, le MAE et les informations complémentaires, notamment à cause de la centralisation de la procédure de traitement du MAE au niveau du Ministère de la Justice italien. Dans la plupart des cas, des sollicitations par fax, par le biais du magistrat de liaison ou du point de contact du RJE sont nécessaires.

4.2. FORME DU MANDAT ET PROCÉDURES D'EXAMEN

Dans le cadre de la procédure d'exécution, la Chambre de l'instruction est l'autorité chargée de contrôler la forme et le fond d'un MAE. La circulaire ministérielle du 11 mars 2004 contient des lignes directrices assez détaillées.

En général, les contrôles exercés par la Chambre de l'instruction ont trait aux éléments de forme et de contenu du MAE (notamment nature des faits reprochés, nature des infractions, degré de participation de la personne recherchée, jugements par défaut, etc.).

Pendant l'évaluation, les experts ont pu noter ce qui suit.

¹ Arrêts de la Cour de cassation du 1^{er} septembre 2004, n. de pourvoi 04-84987, du 21 juillet 2005, n. de pourvoi 05-84058.

RESTREINT UE

La judiciarisation de la procédure du MAE génère une variété d'approches des autorités judiciaires qui, dans le cas des contrôles, se traduit par différents niveaux d'appréciation. Certaines autorités se fient aux informations fournies par les autorités d'émission dans le formulaire MAE ou dans le signalement SIS, d'autres autorités exerçant un examen sur le fond plutôt détaillé. Quelquefois, l'exécution d'un MAE est accordée sur la base d'un signalement SIS qui contient les informations requises par la loi pour le MAE, d'autres fois, une copie du formulaire MAE, bien que correctement rempli, n'est pas suffisante pour l'exécution.

On a aussi relevé que, dans la pratique de l'exécution, des vérifications sur la forme et le contenu du MAE sont aussi effectuées avant l'audition devant la Chambre de l'instruction. Le Bureau Sirene ou le bureau Interpol, la Mission Justice et le parquet général, chacun à son stade, lorsqu'ils reçoivent le MAE, effectuent des contrôles afin de bien préparer le dossier.

Pour ce qui est de la forme, il faut mentionner que les MAE adressés aux autorités judiciaires françaises doivent être accompagnés d'une traduction en langue française, effectuée par l'autorité d'émission, ce qui est assez strict.

Au moment de la visite d'évaluation à la SCCOPOL, les experts ont été informés que toutes les diffusions de mandats d'arrêt européens (formulaires A et M) concernant la France et diffusées par le canal Schengen étaient traduites en français par un groupe de traducteurs avant d'être envoyées aux autorités judiciaires nationales.

En général, les experts ont été informés par les autorités rencontrées d'une dégradation générale et progressive du niveau qualitatif des MAE étrangers, notamment concernant la précision dans la rédaction du formulaire et la qualité de la traduction. Certains membres de la Chambre de l'instruction interviewés pendant l'évaluation ont souligné que de telles lacunes engendrent des contestations de la défense dans le cadre de la procédure devant la chambre et que, pour éviter cela, des demandes d'informations complémentaires sont adressées préalablement à l'État d'émission.

RESTREINT UE

Un autre problème signalé à l'équipe d'experts concerne l'utilisation non appropriée du MAE par certaines autorités étrangères, qui apparemment émettent un MAE même pour convoquer la personne recherchée pour interrogatoire et la remettre de suite en liberté ou pour poursuivre des infractions mineures (le vol de deux pneus a fait l'objet d'un MAE de la part d'une autorité judiciaire polonaise!). Il est regrettable qu'aucune règle de proportionnalité ne soit prise en considération lors de l'émission d'un MAE.

4.3. DEMANDES D'INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES/DE CLARIFICATION ET RÉPONSES AUX DEMANDES

L'article 695-33 du code de procédure pénale prévoit la possibilité pour la Chambre de l'instruction de demander des informations complémentaires à l'État d'émission lorsqu'elle estime ne pas avoir des informations suffisantes pour statuer sur la remise.

Cet article prévoit aussi un délai maximum de dix jours pour la réception des informations. Ce délai n'est pas sanctionné sous peine de nullité, selon la jurisprudence de la Cour de Cassation¹.

Il s'est quand même produit, dans la pratique, que la remise n'ait pas été autorisée et la personne ait été remise en liberté parce que la demande d'informations est restée sans réponse ou parce que les renseignements fournis par l'autorité d'émission étaient jugés insuffisants.

Sur la base des entretiens avec les praticiens rencontrés, les experts ont constaté que les demandes d'informations complémentaires concernent dans la plupart des cas le degré d'implication de la personne dans les faits incriminés, l'examen des motifs de refus facultatifs ou obligatoires, notamment la prescription, et l'examen de la double incrimination lorsque l'infraction ne figure pas sur la liste des trente-deux infractions.

Comme déjà noté, l'examen au fond peut différer d'une juridiction à l'autre et peut aller jusqu'à demander des pièces à l'État d'émission.

¹ Arrêt du 25 juillet 2005, n. de pourvoi 05-84058.

RESTREINT UE

Dans la phase précédant la comparution devant la Chambre de l'instruction, une pratique s'est établie, eu égard au silence de la loi, selon laquelle le Bureau Sirene-Interpol, la Mission Justice et le Procureur Général demandent aussi les renseignements complémentaires qu'ils considèrent nécessaires afin de bien préparer le dossier et de gagner du temps, compte tenu des délais très brefs et péremptoirs. Il s'agit généralement de clarifications concernant la date, le lieu de commission des faits et, en général, chaque élément clé du formulaire qui pourrait poser des difficultés.

En pratique, il peut arriver que toutes les parties concernées par l'exécution du MAE adressent des demandes d'informations à l'État d'émission.

On a néanmoins pu constater que, généralement, les demandes formulées par la Mission Justice (le Bureau Sirene agissant en parfaite concertation avec les magistrats qui y sont attachés) et par le Procureur Général sont complémentaires et qu'il y est donné suite dans des délais brefs.

Une pratique tout à fait différente est, au contraire, adoptée par le bureau Interpol Nanterre, qui adresse des demandes d'informations complémentaires sans concertation avec les magistrats de la Mission Justice.

Les demandes d'informations complémentaires sont généralement envoyées par le biais du Bureau Sirene, du magistrat de liaison s'il en existe, ou par fax.

4.4. ENQUÊTES CONCERNANT LA LOCALISATION DE LA PERSONNE RECHERCHÉE

Dès réception d'un signalement/mandat d'arrêt européen, le Bureau Sirene/Interpol consulte les trois bases de données policières (police, gendarmerie, douane), les fichiers nationaux concernant les véhicules, l'identité, etc., et le FPR.

Tous les signalements Schengen qui arrivent sont vérifiés afin d'établir avec certitude l'identité de la personne recherchée, de la localiser, de vérifier l'existence d'éventuelles enquêtes en cours, etc.

S'il apparaît que la personne peut être localisée ou est en détention en France, le MAE/signalement est envoyé à la Mission Justice qui valide et autorise la diffusion au niveau national ou, selon le cas, à l'autorité judiciaire territorialement compétente. Parallèlement, le MAE est envoyé à l'Office central chargé des personnes recherchées ou en fuite pour diffusion aux services de police/gendarmerie en vue des vérifications qui s'imposent.

La procédure de vérification effectuée par le Bureau Sirene/Interpol comporte l'enregistrement systématique de tous les signalements/MAE provenant de l'étranger dans le FPR, assorti de la mention "contacter le Bureau Sirene/Interpol" afin de permettre aux policiers sur le terrain d'avoir tous les renseignements et les instructions en cas d'interpellation d'une personne recherchée.

À cet égard, il faut mentionner que le Bureau Sirene/Interpol remplit très efficacement sa fonction de soutien aux policiers, grâce à une organisation efficace (permanence 24 heures sur 24 7 jours sur 7 assurée par deux équipes de 12 personnes et 4 personnes pendant la nuit, plus 16 traducteurs sur place) et à une équipe de policiers et gendarmes spécialisés.

4.5. PROCÉDURES DE DIFFUSION

Pendant la visite d'évaluation, on a constaté que presque la totalité des MAE/signalements arrivent par le biais du SIS/Interpol, étant donné que l'autorité judiciaire émettrice ne connaît pas l'endroit où la personne se trouve. La diffusion ultérieure au niveau national est effectuée par la SCCOPOL/Mission Justice selon les modalités décrites au point précédent.

Le canal Interpol est utilisé non seulement pour la transmission des "notices rouges", mais aussi pour la diffusion de MAE. En particulier, la France reçoit beaucoup de MAE via Interpol, essentiellement en provenance d'Espagne et des Pays-Bas. Ces deux pays, bien que faisant partie de l'espace Schengen, privilégient ce mode de diffusion pour les personnes interpellées parce qu'Interpol admet la transmission bilatérale.

Il a été signalé également aux experts que l'Italie apposait systématiquement des indicateurs de validité sur ses nationaux depuis quelques mois.

4.6. PROCÉDURES RELATIVES À L'ARRESTATION/PREMIÈRE AUDITION

Un schéma relatif aux procédures d'exécution en France est annexé au rapport (ANNEXE A).

RESTREINT UE

Arrestation

Lorsque la personne recherchée sur la base d'un MAE ou d'une "notice rouge" Interpol est localisée en France, les services de police ou de gendarmerie territorialement compétents procèdent à l'arrestation.

Aux termes de l'article 695-27 du code de procédure pénale, la personne doit être conduite devant le Procureur Général territorialement compétent dans les quarante-huit heures.

Pendant ce délai, les dispositions des articles 63-1 à 63-5 du code de procédure pénale sont applicables.

Il en résulte que la personne retenue a droit à être informée de l'infraction reprochée, au besoin avec l'aide d'un interprète, de faire prévenir par téléphone une personne de son choix (parents, employeur, conjoint), de bénéficier d'un examen médical et, enfin, de s'entretenir avec un avocat choisi ou commis d'office.

Présentation au Procureur Général

Dans les quarante-huit heures de l'arrestation, la personne est conduite devant le Procureur Général, qui procède selon les modalités prescrites aux articles 695-27 et 695-28.

Dans la pratique, avant la comparution, le magistrat du parquet général chargé du dossier vérifie le MAE et demande, le cas échéant, les informations complémentaires à l'autorité émettrice.

Pendant la comparution, le magistrat du parquet général, après avoir vérifié l'identité de la personne, l'informe dans une langue qu'elle comprend:

- de l'existence et du contenu du MAE dont elle fait l'objet, le cas échéant sur la base des informations contenues dans le signalement SIS;
- de la possibilité d'être assistée par un avocat de son choix ou commis d'office;
- de la faculté de consentir ou de s'opposer à sa remise et des conséquences juridiques;
- de la faculté de renoncer à la règle de la spécialité et des conséquences juridiques.

RESTREINT UE

Lors de l'audition, l'avocat peut consulter le dossier et communiquer librement avec la personne.

Le Procureur Général ordonne la détention, à moins qu'il ne considère qu'il existe des garanties de représentation suffisantes. La loi française ne donne pas le pouvoir au Procureur Général de procéder à un placement sous contrôle judiciaire.

Ce dernier aspect a alimenté un débat intéressant entre les experts évaluateurs et les praticiens rencontrés, qui ont convenu de l'existence d'une anomalie dans la loi qui devrait prévoir un pouvoir de coercition pour atténuer le risque de fuite de la personne faisant l'objet de la remise. Les experts ont été informés que les services du ministère de la justice réfléchissaient à une éventuelle modification de la loi sur ce point.

Comparution devant la Chambre de l'instruction

Dans un délai de cinq jours ouvrables après la présentation au Procureur Général, la personne doit comparaître devant la Chambre de l'instruction de la cour d'appel qui statue sur la remise.

La procédure devant la Chambre de l'instruction en audience publique se déroule selon les modalités *ad hoc* prévues pour le MAE, en procédant à un interrogatoire de l'intéressé après la présentation par le magistrat qui a préparé le dossier.

La Chambre de l'instruction doit vérifier la volonté de donner le consentement à la remise et de renoncer à la règle de la spécialité, en donnant des informations sur les conséquences juridiques. Une fois exprimé devant la Chambre de l'instruction, le consentement à la remise est irrévocable ainsi que le renoncement à la règle de la spécialité; aucune voie de recours n'est ouverte.

Au cas où la personne ne donne pas son consentement à la remise, la Chambre de l'instruction doit statuer dans un délai de vingt jours, sauf en cas de pourvoi devant la Cour de cassation.

Pendant la comparution, la Chambre de l'instruction peut:

- ordonner à l'autorité émettrice un supplément d'information et renvoyer l'audience;
- arbitrer entre plusieurs demandes concurrentes;
- autoriser l'État d'émission à intervenir à l'audience, sans pourtant devenir partie, afin de contribuer à clarifier certains points. Les autorités françaises ont indiqué que cela s'était produit une seule fois, dans une procédure d'exécution d'un MAE italien, où l'intervention du magistrat italien de liaison en France a été décisive;

RESTREINT UE

- subordonner la remise à des garanties, notamment à la possibilité, pour une personne jugée par défaut, de faire opposition et à la garantie pour un ressortissant français de purger la peine en France.

La Chambre de l'instruction peut aussi statuer sur la mise en liberté, qui peut être demandée à tout moment et, à la différence du Procureur Général, prendre des mesures de sûreté, telles le paiement d'une caution.

4.7. DÉCISION SUR LA REMISE

La Chambre de l'instruction statue sur la remise par arrêt motivé, avec une décision de remise, de refus de remise ou de remise sous conditions.

La décision doit intervenir dans un délai de dix jours à compter de la comparution si la personne consent à sa remise. Dans la pratique, la Chambre de l'instruction cherche à statuer le jour même de la comparution pour accélérer la procédure de remise.

Si la personne s'oppose à sa remise, la Chambre de l'instruction doit rendre une décision dans les vingt jours de la comparution, sauf si un complément d'information est demandé.

Après avoir statué sur l'exécution du MAE, la Chambre de l'instruction peut, aux termes de l'article 695-38, surseoir temporairement à la remise pour des raisons humanitaires sérieuses. Les experts ont pu constater que, dans la pratique, la compétence exclusive de la Chambre de l'instruction en matière de sursis n'est pas toujours respectée.

Pendant l'évaluation, les experts ont été informés d'un cas problématique avec l'Autriche qui a vu une chambre de l'instruction, après avoir décidé du principe de la remise, surseoir à l'exécution de cette mesure.

Décidant de mettre à exécution la décision de remise finalement accordée par la chambre de l'instruction, le parquet général a cependant, après une nouvelle expertise médicale décidé de lui-même de différer la remise¹, et ce nonobstant les termes de l'article 695-38 qui paraissent réserver cette faculté à la chambre de l'instruction.

¹ Suite à de nouveaux éléments communiqués à l'Avocat Général et grace à l'intervention d'Eurojust, la remise de la personne recherchée a été effectuée le 13 février 2007.

4.8. REFUS DE REMISE

Au moment de l'évaluation, le Ministère de la Justice ne disposait pas de statistiques concernant l'incidence de l'application des causes de refus, tant obligatoires que facultatives sur les remises. Les évaluateurs ont néanmoins pu constater, sur la base des statistiques générales, que le pourcentage de remises effectuées au cours des deux premières années d'application du MAE est significatif par rapport aux MAE reçus et que le nombre des nationaux remis par la France est relativement important par rapport au nombre total de personnes remises.

Pendant la visite des juridictions, les experts ont été informés par les autorités rencontrées des cas de refus de remise et des motifs.

Dans quelques affaires, la cause formelle de refus était l'absence de traduction en français du MAE, malgré des rappels réitérés, ou les divergences d'informations entre le MAE et le signalement SIS.

Quant au fond, on peut mentionner des cas de refus pour des faits antérieurs au 1^{er} novembre 1993, de prescription pour des ressortissants français, de défaut d'équivalence en droit français de la pratique italienne des arrêts domiciliaires, de ne bis in idem, etc.

Les entretiens avec les autorités judiciaires ont porté sur la prescription, prévue par la décision-cadre relative au MAE comme motif de refus facultatif et transposé par la France comme obligatoire, ainsi que sur le motif de refus de la discrimination rendu obligatoire en France, alors qu'il figure dans un "considérant" du préambule de la décision-cadre.

Cette disposition sur la prescription serait, selon l'avis des experts, un recul même par rapport au système envisagé par la convention sur l'extradition de 1996, où la vérification sur la prescription s'effectue au regard de la législation applicable dans l'Etat requérant (respect des délais de prescription dans l'Etat requérant, de même pour les actes interruptifs et suspensifs de la prescription...).

4.9. PROCÉDURES D'APPEL ET EFFETS SUR LES DÉLAIS

Les statistiques fournies par la France au Conseil de l'Union européenne montrent qu'il y a, en 2004, deux cas de dépassement du délai de quatre-vingt dix jours prévu par l'article 17, paragraphe 4, de la décision-cadre et trois en 2005¹. Au moment de l'évaluation, le BEPI ne disposait pas des données complètes pour l'année 2006.

Les chiffres illustrent le caractère plutôt exceptionnel du dépassement des délais impartis aux juridictions françaises pour statuer. Il s'agissait, dans tous les hypothèses, de cas dans lesquels les personnes recherchées s'étaient pourvues en cassation.

Il convient de mentionner qu'aux termes de l'article 695-31 du code de procédure pénale, lorsque la personne ne consent pas à sa remise, la Chambre de l'instruction a vingt jours pour statuer, sauf si un complément d'information est demandé. Cette décision peut faire l'objet d'un pourvoi en cassation à exercer dans le délai de trois jours francs par le Procureur Général ou par la personne recherchée. La cour de cassation a un délai de quarante jours pour statuer, plus un nouveau délai de vingt jours en cas de cassation avec renvoi.

L'article 695-43 du code de procédure pénale prévoit que le dépassement du délai de soixante jours doit être signalé par le Procureur Général à l'autorité judiciaire émettrice et que seuls les manquements au délai de quatre-vingt dix jours doivent être signalés à Eurojust, en précisant les raisons du retard.

4.10. ARRESTATION ET REMISE DE NATIONAUX ET DE MINEURS

Aux termes de la loi française de transposition du MAE et conformément à la décision cadre, la nationalité française peut donner lieu à deux cas d'espèce. Soit une décision de remise sous condition de la Chambre de l'instruction lorsque le MAE a été émis aux fins de poursuite et que la remise est subordonnée à la condition que l'intéressé soit renvoyé en France pour y exécuter la peine prononcée. Soit une décision de refus de remise lorsque, pour un MAE émis aux fins d'exécution d'une peine, la peine prononcée est compatible avec la législation française et les autorités françaises s'engagent à faire procéder à l'exécution de la peine.

¹ Doc. 7155/4/05 COPEN 49 EJN 15 EUROJUST 15; doc. 9005/5/06 COPEN 52 EJN 12 EUROJUST 21.

RESTREINT UE

On a déjà mentionné au point 4.8 les effets que la prescription en tant que motif de refus obligatoire produit sur les remises (plutôt les refus de remise) des ressortissants français.

Quant aux mineurs, l'article 695-22 du code de procédure pénale prévoit que constitue un motif de refus obligatoire le fait que la personne était âgée de moins de treize ans au moment des faits faisant l'objet du MAE.

Les autorités françaises n'ont mentionné, au moment de l'évaluation, aucun exemple de refus de ce type.

On a déjà mentionné au point 3.8, à propos du transfèrement des personnes recherchées, qu'en principe la position doctrinale du Ministère de la Justice français est d'estimer que, sur le plan juridique, vu le silence de la décision-cadre et de la loi de transposition, seule l'application de la Convention du Conseil de l'Europe du 21 mars 1983 peut s'appliquer.

Néanmoins, il est à noter que cette position doctrinale n'est pas partagée par toutes les juridictions en France, qui se fondent au contraire sur la décision-cadre, même si rien n'y est prévu concernant les garanties.

À la lumière de la loi française de transposition de la décision-cadre et du système qui en découle, le traitement des MAE et la remise des personnes recherchées sont interprétés en France comme donnant aux autorités judiciaires une pleine capacité d'appréciation quant aux décisions nécessaires pour donner suite aux engagements pris avec les autorités d'émission.

Dans la même logique interprétative, le Ministère de la Justice français estime qu'il appartient aux ministères publics, c'est-à-dire aux autorités exécutrices, de fournir des garanties et de respecter la garantie donnée à l'État d'émission (que leur propre ressortissant sera renvoyé pour l'exécution de leur peine).

RESTREINT UE

À titre exceptionnel et par convention avec les autorités néerlandaises, le Ministère de la Justice français engage lui-même cette garantie. En effet, les Pays-Bas continuent à exiger, préalablement à la remise d'un ressortissant néerlandais ou d'un étranger bien intégré, la production d'une double garantie; la première, prévue par l'article 5, paragraphe 3, de la décision-cadre, prévoyant que la personne est renvoyée vers son pays d'origine pour y exécuter sa peine et la deuxième exigeant que, dans le cadre de ce transfert, la peine prononcée par l'État membre d'émission puisse être convertie par une juridiction néerlandaise.

4.11. SPÉCIALITÉ

Lors de la visite d'évaluation, les autorités judiciaires rencontrées ont signalé un problème de rédaction de l'article 695-46 qui concernait deux aspects. L'un portait sur la règle de la spécialité, qui pose des difficultés d'application, donnant lieu à un refus de remise. En effet, dans un cas, un MAE émis par les autorités judiciaires hongroises par respect de la règle de la spécialité, après que la personne recherchée ait été remise à la Hongrie sur la base d'un premier mandat, a été rejeté au motif que l'article 695-46 prévoit que l'infraction pour laquelle l'extension de remise est demandée doit être commise avant l'infraction qui a motivé la première remise. Ceci n'est pas conforme à l'article 27 de la décision-cadre relative au MAE, qui prévoit que l'infraction pour laquelle l'extension de remise est demandée doit être commise avant la remise de la personne (pas avant l'infraction qui a motivé la remise).

Afin de surmonter l'obstacle, le Ministère de la Justice, BEPI, a suggéré dans un courrier adressé à son homologue hongrois de solliciter l'extension de la remise sur la base de la Convention européenne du 13 décembre 1957.

L'autre aspect concernait l'extension de la remise. Les experts ont constaté une pratique divergente des juridictions françaises quant à la pratique de l'extension de la remise. En effet, certaines juridictions refusent l'extension de la remise qui doit alors prendre la voie d'une extension d'extradition classique, alors que d'autres l'accordent facilement.

Pendant la visite d'évaluation, les experts ont été informés que les services du ministère de la justice envisageaient de proposer une modification législative de mise en conformité de l'article 695-46 concernant la question de la spécialité.

4.12. REMISE/EXTRADITION

Au moment de l'évaluation, aucune expérience n'était disponible en la matière.

4.13. QUESTIONS AD HOC CONCERNANT LES ENGAGEMENTS

Les autorités rencontrées pendant la visite d'évaluation n'avaient rien de spécifique à signaler sur ce point.

4.14. EXPÉRIENCES RELATIVES À L'ARTICLE 32

La France ne connaît pas de difficultés à cet égard, la procédure d'extradition étant utilisée en lieu et place du MAE.

En outre, il convient de mentionner que, dans la phase initiale d'application du MAE, des dispositions de loi ont introduit à titre transitoire des mesures très souples permettant de traiter les demandes d'extradition, ce qui a permis en effet d'atténuer les difficultés inhérentes à l'invalidation de certaines lois de transposition.

4.15. REMISE TEMPORAIRE/CONDITIONNELLE

Le législateur français a introduit dans l'article 695-39 les cas où la Chambre de l'instruction peut accorder une remise différée et temporaire.

Pour ce qui concerne la remise temporaire, la décision n'est pas subordonnée à une demande expresse de l'État d'émission.

Dans la pratique, les experts ont pu constater que les autorités judiciaires ne recouraient guère à ce type de remise, essentiellement pour deux raisons.

Premièrement, parce que la remise temporaire comporte inévitablement un allongement, dans l'État d'émission, des procédures pour lesquelles la remise a été accordée.

RESTREINT UE

Deuxièmement parce qu'elle pose, selon certains magistrats, des problèmes de nature juridique liés à la difficulté d'identifier le titre de détention valable pendant la remise temporaire. À cet égard, un cas a été cité concernant un ressortissant français détenu en Espagne et remis temporairement à la France où il faisait l'objet de poursuites.

Les magistrats du Ministère de la Justice rencontrés pendant l'évaluation ont signalé aux experts une lacune dans la décision-cadre du 13 juin 2002, en ce sens qu'elle ne prévoit pas la remise accessoire en cas de pluralité d'infractions dont certaines n'entreraient pas dans le champ d'application de la décision-cadre.

4.16. MODALITÉS DE REMISE DES PERSONNES RECHERCHÉES (Y COMPRIS DE REMISE TEMPORAIRE ET DE REMISE CONDITIONNELLE)

Dans un délai de dix jours suivant la date où la décision est devenue définitive, le Procureur Général prend les mesures nécessaires afin de remettre la personne. Si la personne est en liberté, le Procureur Général peut ordonner son arrestation et sa mise sous écrou.

Le Procureur Général informe l'autorité d'émission de toute procédure.

Sous la responsabilité du Procureur Général, le service de transfèrement de l'administration pénitentiaire est compétent pour organiser et effectuer la remise. Il s'agit d'un service ayant compétence nationale pour effectuer les remises relatives aux MAE et aux extraditions par et vers la France. L'équipe, composée de 28 agents, travaille à plein temps aux postes frontaliers, gares, aéroports en France et à l'étranger.

La visite du groupe d'experts au service de transfèrement s'est révélée très intéressante et a permis de connaître en détail les dynamiques et les difficultés liées aux remises.

Le service travaille en bonne coordination avec les parquets généraux français et avec les services homologues à l'étranger, ce qui contribue à accélérer les remises.

En tout cas, certaines difficultés ont été signalées par le responsable du service concernant en particulier:

- le respect du délai de dix jours pour effectuer la remise, souvent à cause de la mauvaise organisation des autorités étrangères. Dans ces cas, on invoque la force majeure et le Procureur Général en informe l'autorité d'émission pour fixer une nouvelle date;

- les difficultés administratives et de collaboration avec certaines autorités étrangères (Pologne, Roumanie);
- la nécessité de documents d'identité en cours de validité pour la personne à remettre (Lituanie, Roumanie, Pologne).

Les experts ont été informés que le service de transfèrement a mis en place une procédure qui permet de remettre, en même temps que la personne, la décision de la Chambre de l'instruction et une "fiche pénale", fournie par l'établissement pénitentiaire, attestant des périodes de détention purgée.

4.17. MODALITÉS DE REMISE DES OBJETS DEMANDÉS/DÉLAIS/GARANTIES

Aux termes de l'article 695-41, la saisie des objets pouvant servir de pièces à conviction ou qui proviennent de l'infraction peut être effectuée sur demande de l'autorité requérante dans le MAE.

La Chambre de l'instruction, lorsqu'elle statue sur la remise de la personne, ordonne aussi la remise des objets saisis, sauf si elle juge nécessaire, aux fins d'une procédure nationale, de les retenir temporairement ou de les remettre sous condition de restitution.

En tout cas, la remise peut avoir lieu même si le MAE ne peut être exécuté pour cause de décès ou d'évasion de la personne recherchée.

4.18. CONFLITS ENTRE MANDATS D'ARRÊT EUROPÉENS/DEMANDES D'EXTRADITION

➤ **Concours de mandats d'arrêt européens émis par plusieurs États membres**

Lorsque plusieurs MAE ont été émis à l'encontre de la même personne, y compris pour des faits différents, l'article 695-42 du code de procédure pénale prévoit que le choix du MAE à exécuter est opéré par la Chambre de l'instruction, le cas échéant, après consultation d'Eurojust.

La disposition législative à l'examen dresse une liste de critères à prendre en compte dans le choix du mandat à exécuter et notamment le degré de gravité et le lieu de commission des infractions, les dates respectives des MAE, le fait que le MAE a été émis pour la poursuite ou pour l'exécution d'une peine ou d'une mesure de sûreté privative de liberté.

Dans la pratique, les praticiens ont indiqué que, jusqu'au moment de l'évaluation, il n'a pas été nécessaire de solliciter l'intervention d'Eurojust puisque le choix entre les MAE concurrents a été effectué sur la base des critères indiqués par la loi, notamment eu égard à la gravité des faits.

➤ **Conflit entre un mandat d'arrêt européen et une demande d'extradition**

L'article 695-42 du code de procédure pénale donne à la Chambre de l'instruction compétence pour décider de la priorité à donner au MAE ou à la demande d'extradition, en tenant compte des critères considérés par le premier alinéa de l'article et des conditions visées par la convention ou par l'accord applicable.

La circulaire ministérielle précise que, dans tous les cas, le Procureur Général est tenu de consulter la DACG avant la prise de réquisition à l'audience.

4.19. FRAIS

Au moment de l'évaluation, les autorités françaises n'avaient rien à signaler sur ce sujet.

5. FORMATION

L'École nationale de la magistrature (ENM) organise des modules de formation initiale pour les auditeurs de justice et une formation continue pour tous les magistrats et procureurs. Dans la formation initiale, un module est dédié aux mécanismes de l'entraide pénale internationale et notamment du mandat européen. Cette formation est organisée par le biais d'échanges d'élèves avec d'autres pays de l'Union européenne (Espagne, Portugal, Bulgarie, République Tchèque). Pendant ces sessions, les futurs magistrats réalisent, en temps réel, des exercices de rédaction de commissions rogatoires internationales et de mandats d'arrêt européens.

RESTREINT UE

En formation continue, l'ENM a organisé, en 2004, une formation spécifique sous la forme d'un séminaire thématique, intitulée "le mandat d'arrêt européen", d'une durée de 3 jours, destinée à accueillir 150 participants dont 70 magistrats français et 80 magistrats étrangers (ces derniers dans le cadre du réseau européen des formations judiciaires – REFJ). Bien que proposé au catalogue de formation continue de l'école en 2005 et 2006, ce séminaire a dû être annulé parce que le financement communautaire au titre du programme AGIS n'a pu être obtenu et parce que le nombre de participants s'est révélé insuffisant.

Par ailleurs, le thème du mandat d'arrêt européen est systématiquement traité pendant quelques heures consécutives dans le cadre des actions de formation continue de droit et de procédure pénale, organisées par l'ENM et, quelquefois, coorganisées avec l'École nationale supérieure de la police.

Lors des rencontres avec les autorités judiciaires, les experts ont pu constater que au-delà de la formation dispensée par l'ENM ou, au niveau local, de celle organisée sporadiquement par les autorités, les connaissances sont le plus souvent acquises en consultant le site Intranet du BEPI qui contient une grande variété d'informations de nature juridique, doctrinale, pratique, jurisprudentielle.

Lors de l'évaluation, les experts ont noté, en outre, que les magistrats focalisent leur connaissance sur la législation de transposition primaire et secondaire et sur la jurisprudence nationale, négligeant complètement les dispositions de la décision-cadre relative au MAE et la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes.

Au niveau de la formation du personnel administratif, une formation continue annuelle est organisée par l'École nationale des greffes, comprenant des sessions spécialisées de droit pénal européen.

Pour ce qui concerne les services de police, outre la formation continue, il faut mentionner que les policiers, gendarmes et douaniers en service à la SCCOPOL ont accès à une formation en ligne concernant spécifiquement les formulaires relatifs au MAE.

6. POINT DE VUE DE LA DÉFENSE

Pendant la visite d'évaluation, les experts ont eu l'occasion de rencontrer des représentants du Conseil de l'ordre de Paris et des barreaux de Marseille, Aix-en-Provence et Versailles.

L'équipe d'experts a eu un échange de vues avec des avocats sur le fonctionnement du MAE et sur le rôle de la défense et a pu constater que, à l'exception d'un des barreaux rencontrés, l'intérêt pour les affaires concernant un MAE et le niveau de connaissance de la procédure sont plutôt faibles.

En général, surtout au niveau des avocats commis d'office, on a constaté qu'il s'agit de jeunes avocats sans beaucoup d'expérience et dont les honoraires sont bas.

Dans tous les cas, on a constaté qu'il n'y a pas, dans les programmes de formation pour les avocats, de modules concernant le MAE, sauf au stade de la formation initiale pour les jeunes avocats. Le plus souvent, l'apprentissage se fait sur le tas, lors du traitement d'un cas concret grâce à l'aide d'avocats ayant déjà l'expertise en la matière. Seulement dans un cas, les avocats ont mentionné l'existence, sur le site Intranet du barreau local, d'un vade-mecum sur le traitement du MAE, expliquant le rôle de la défense, les points à vérifier, les buts.

Les entretiens ont mis en évidence certaines positions de la défense sur des questions de principe et des aspects de procédure.

Du point de vue des principes, les avocats, tout en soulignant l'aspect positif de l'accélération de la procédure par rapport à l'ancien système de l'extradition, se sont plaint de la marginalisation du rôle de la défense dans le traitement du MAE et du manque de qualité de la procédure. En d'autres termes, ils considèrent que le principe de reconnaissance mutuelle et l'impossibilité de trouver des correspondances dans les catégories d'infractions plus graves (la liste des 32), réduisent sensiblement la capacité d'argumentation de la défense et sont contraires au principe du contradictoire, supprimant les garanties de la défense pour ce qui est des infractions plus graves. La solution optimale aurait été, selon les avocats, de trouver un équilibre entre le débat juridique et la célérité de la procédure.

RESTREINT UE

D'un point de vue procédural, les avocats ont fait état de problèmes liés à la difficulté d'avoir accès aux pièces relatives au MAE, surtout avant la comparution devant la Chambre de l'instruction. La flexibilité dont quelques autorités judiciaires font preuve dans quelques cas leur permet de mieux préparer le dossier.

Dans un cas, les avocats ont déploré la pratique du greffe d'une Chambre de l'instruction de pas donner à la défense une copie de l'arrêt sur la remise, de sorte que la défense n'a pas connaissance des éventuels motifs de rejet des moyens qu'elle aurait soulevé pour s'y opposer dans les temps où elle doit introduire son recours. À cet égard, il faut mentionner que, après la visite d'évaluation, le Procureur Général et le premier président de la cour d'appel concernée ont adressé au Conseil de l'Union européenne une lettre de clarification. Dans ce courrier, il est précisé que, étant donné le silence du code de procédure pénale sur la notification de la décision à la personne concernée ou à son avocat, aucune délivrance automatique n'est effectuée, mais qu'il est toujours possible pour l'avocat de prendre connaissance de la motivation à l'audience ou au greffe de la Chambre de l'instruction. En outre, ils ajoutent avoir demandé au greffe de satisfaire toute demande de délivrance d'une copie de la décision dans les plus brefs délais.

Il convient enfin de mentionner un problème de disponibilité d'interprètes soulevé par un avocat, ce qui a été mentionné aussi par quelques magistrats eu égard aux réductions budgétaires des lois de Finances françaises.

7. CONCLUSIONS

7.1. Conclusions générales

L'équipe d'experts a beaucoup apprécié le professionnalisme et la disponibilité des autorités rencontrées pendant l'évaluation, qui ont permis de procéder à une analyse approfondie du système français d'application du MAE par un débat franc et ouvert aussi aux critiques.

En général, les experts considèrent que la France a bien compris l'enjeu et le caractère novateur du MAE par rapport à l'ancien système de l'extradition et a bien assimilé dans le système pénal national le changement culturel requis.

Sur la base des statistiques disponibles pour les trois premières années d'application du MAE, on a pu constater que le pourcentage de remises effectuées, y compris de ressortissants français, est significatif et que les délais de remises sont largement respectés.

RESTREINT UE

Sur le plan normatif, on peut affirmer que, quoique la loi française de transposition ait en général bien reproduit la lettre et l'esprit de la décision-cadre du 13 juin 2002, il apparaît nécessaire, à la lumière de la pratique de ces années et de la jurisprudence de la Cour de cassation, d'apporter quelques adaptations pour améliorer l'application du MAE.

Les experts ont noté les efforts considérables faits par la France pour faciliter l'activité des praticiens dans l'application pratique du MAE. Ils ont notamment relevé l'élaboration de la circulaire ministérielle comportant des lignes directrices très détaillées pour le traitement du MAE, la constitution d'un groupe de suivi pour l'analyse des problèmes liés à l'application du MAE, la création d'un site Intranet accessible à tous les magistrats contenant une section sur le MAE, l'institution de la Mission Justice au sein du Bureau Sirene/Interpol, et d'autres pratiques et outils qui se sont révélés d'une grande utilité pour les autorités judiciaires.

Pendant l'évaluation, les experts ont remarqué que, en dépit de la standardisation des règles et des procédures visée par la circulaire et malgré les orientations jurisprudentielles de la Cour de cassation, les pratiques et les interprétations de la loi divergent d'une juridiction à l'autre, de sorte que des affaires similaires sont traitées de manière différente. Bien conscients d'être dans la logique de la judiciarisation de la procédure, les experts ont toutefois estimé que certaines pratiques pourraient être uniformisées.

Les entretiens avec les praticiens ont révélé des difficultés dans les rapports avec les autres États soit en tant qu'État d'émission, soit en tant qu'État d'exécution, qui se produisent souvent dans l'application du MAE. Il s'agit, en particulier, de difficultés de communication entre États quant aux informations sur l'avancement de la procédure ou sur la décision de remise, et de la réticence de certaines autorités judiciaires à accepter dans sa totalité le principe de la reconnaissance mutuelle ainsi que détaillé et/ou précisé à plusieurs reprises dans ce rapport.

Tout au long de l'évaluation, le groupe d'experts a constaté qu'il y a, dans l'application du MAE, un certain décalage entre la défense et les autorités judiciaires, qui pourrait tenir essentiellement à l'absence de formation spécifique pour les avocats, ce qui a un impact surtout lorsqu'il s'agit d'un avocat commis d'office. Une autre question relevée au niveau de la défense concerne la difficulté d'avoir accès aux informations relatives au MAE en temps utile pour préparer l'audience ou les motifs de recours, soit au stade précédant la comparution devant la Chambre de l'instruction soit après la décision sur la remise.

7.2. Conclusions concernant les activités de la France en tant qu'État membre d'émission

7.2.1. Questions

7.2.1.1 - Seuil de peine pour l'émission d'un MAE

Les experts ont positivement remarqué que la circulaire ministérielle du 11 mars 2004 recommande l'émission systématique d'un MAE pour les condamnations d'une certaine gravité, c'est-à-dire supérieures à un an d'emprisonnement, ce qui est en ligne avec le principe de proportionnalité qui devrait être un principe directeur pour ce type de mesure impliquant l'arrestation des personnes. Dans la pratique, on a quand même, constaté que les juridictions françaises font différentes appréciations des seuils de peine pour l'émission d'un MAE, certaines s'en tenant à un an, certaines d'autres à 18 mois. Cette pratique risque de créer, selon l'avis des experts, une disparité de traitement entre situations criminelles analogues, en laissant des condamnations dépourvues d'effet.

7.2.1.2 - Rédaction du formulaire MAE

La circulaire ministérielle du 11 mars 2004 constitue un outil très efficace à la disposition des autorités émettrices françaises, en donnant des directives précises et détaillées pour les modalités de rédaction du formulaire, qui est reproduit en annexe. Ainsi, un exemplaire annoté du formulaire est disponible sur le site Intranet du Ministère de la Justice auquel tous les magistrats français ont accès, contenant des indications ponctuelles, rubrique par rubrique, pour la rédaction du MAE.

Il faut, quand même, préciser que les prescriptions contenues dans la circulaire n'ont qu'une valeur indicative, l'autorité judiciaire restant maîtresse du choix à effectuer. Dans la pratique, étant donné la décentralisation du traitement du MAE, les experts ont relevé que quoique les magistrats se servent beaucoup de la circulaire et des outils d'appui, toutefois les modalités de rédaction diffèrent, notamment concernant la façon d'indiquer la description des faits, le degré de participation, les définitions des infractions qui peuvent être incluses dans les catégories prévues par l'article 2 de la décision cadre.

Compte tenu des spécificités du droit britannique, le formulaire-type du MAE s'est révélé inadéquat. Afin de parvenir à une solution, la France a estimé nécessaire de concevoir un formulaire particulier du MAE pour le Royaume Uni. Grâce à la collaboration entre le *Crown Prosecution Service* et les magistrats de liaison, le formulaire a pu être modifié et rendu conforme aux exigences du droit britannique.

Pourtant, les experts notent que ce formulaire, non conforme à la décision cadre, est maintenant en partie caduque suite au changement dans la législation du Royaume-Uni. Les experts estiment que la rédaction de formulaire "sur mesure" met gravement en danger le principe de la reconnaissance mutuelle, et déplorent que les autorités françaises doivent recourir à des telles pratiques.

7.2.1.3 - Atlas du RJE

Les experts ont constaté des problèmes liés au défaut d'actualisation des listes contenues dans l'Atlas du RJE, ce qui empêche aux autorités judiciaires émettrices d'individualiser avec certitude l'autorité étrangère compétente.

7.2.1.4 - Communications avec l'Etat membre d'exécution

Les experts ont partagé l'avis des autorités judiciaires rencontrées et ont regretté, malgré quelques années d'application du MAE, la mauvaise pratique consistant à ne pas communiquer à l'Etat d'émission les renseignements sur l'avancement de la procédure (voies de recours, décision de remise). A cet égard, ils ont remarqué que, non seulement il s'agissait d'appliquer l'article 22 de la décision cadre, mais qu'il serait appréciable d'introduire comme pratique habituelle les contacts réguliers entre les autorités émettrices et exécutrices.

7.2.2. Bonnes pratiques

7.2.2.1 - Circulaire ministérielle, Intranet et outils d'appui

Les experts ont beaucoup apprécié les initiatives mises en place par la France pour faciliter l'application du MAE.

En particulier, il ont pris note de l'utilité de la circulaire ministérielle du 11 mars 2004 qui prévoit des lignes directrices plutôt détaillées pour le traitement du MAE. Les experts ont pu constater que, même si elle n'a pas une valeur contraignante, elle constitue, aussi bien que la loi de transposition et la jurisprudence de la Cour de Cassation, la principale source de connaissance pour les praticiens. De manière générale, les experts ont noté qu'à chaque fois qu'un problème était identifié, une circulaire était produite, mais que la circulaire du 11 mars 2004 depuis sa diffusion n'a pas été mise à jour, en tenant notamment compte de l'évolution jurisprudentielle de la Cour de cassation et en règle générale de l'évolution de la pratique dans la mise en œuvre du mandat d'arrêt européen.

RESTREINT UE

Également, les experts ont apprécié le caractère exhaustif des informations contenues dans le site Intranet du BEPI, notamment de nature législative, doctrinale, jurisprudentielle, facilement accessibles à toutes les autorités judiciaires françaises sous forme de forum de discussion on line, de formulaires-type, de circulaire ou de dépêche du BEPI. Les experts ont souligné l'importance de maintenir ce considérable patrimoine informatif à jour et de l'enrichir avec la jurisprudence de la Cour de Justice de l'Union européenne dans le cadre du Titre VI du Traité de l'Union Européenne.

7.2.2.2 - Groupe de suivi

Le groupe d'experts a apprécié l'initiative du Ministère de la Justice de mettre en place un groupe de travail réunissant les représentants des autorités judiciaires françaises émettrices, exécutrices, de la Cour de Cassation et de la défense pour discuter des questions liées à l'application du MAE.

Le groupe en question, sur la base des ordres du jour préparés par le Ministère de la Justice et par les praticiens, a élaboré ces dernières années des solutions utiles et efficaces pour faciliter l'application du MAE. Les experts ont jugé cette initiative très positive et ont encouragé les praticiens à perpétuer cette pratique et à exploiter au maximum les possibilités ainsi offertes pour assurer une large diffusion des informations parmi les magistrats.

Dans cette même logique de travail à côté des praticiens, la pratique établie par la DACG de tenir des réunions tous les trois mois avec les 35 Procureurs Généraux pour discuter de questions d'entraide pénale internationale, y compris le MAE est appréciable.

Les experts ont toutefois noté un manque de diffusion des compte-rendus élaborés par ce groupe et le fait que ce groupe ne se soit pas réuni depuis juin 2006.

7.2.2.3 - Statistiques

Le système de récolte et d'élaboration des données statistiques organisé par le BEPI est efficace, notamment en vertu de la transmission systématique de tous les MAE et signalements Schengen transmis ou reçus par la Mission Justice, des renseignements sur les remises transmises par le SAP. Les experts ont noté quelques décalages concernant les MAE traités par les autorités judiciaires directement, qui ne semblent pas être régulièrement transmis au Ministère de la Justice malgré l'obligation de communication prévue à l'article 695-17 du code de procédure pénale.

7.3. Conclusions relatives aux activités de la France en tant qu'État membre d'exécution

7.3.1. Questions

7.3.1.1 - Atlas du RJE

Pendant l'évaluation l'équipe d'experts a constaté que l'Atlas du RJE contient la référence à l'autorité centrale (Ministère de la Justice) comme point de réception des MAE, ce qui cause des difficultés pour les états d'émission pour identifier les autorités judiciaires françaises compétentes pour traiter les MAE¹.

7.3.1.2 - Langue acceptée pour le MAE

La loi française prévoit que le MAE doit uniquement être rédigé en français et fourni dans un délai strict. Même si la décision cadre offre le choix aux Etats membres d'indiquer la langue dans laquelle ils acceptent un MAE, il n'en reste pas moins que, de l'avis des évaluateurs, une approche plus souple serait souhaitable.

7.3.1.3 - Réception du MAE et délai de réception

Les experts ont constaté l'existence d'interprétations divergentes de la loi de transposition du MAE par les autorités judiciaires françaises, ayant comme conséquence le rejet du MAE. En particulier, l'équipe a noté que, malgré la flexibilité de la jurisprudence de la Cour de Cassation et de la décision cadre, certaines juridictions exigent exclusivement l'original ou la copie certifiée conforme du MAE sous peine de refus de la remise.

Les experts ont aussi bien noté une interprétation restrictive de la disposition relative au délai de six jours pour la réception du MAE, dont le dépassement donne lieu pour certaines juridictions à la remise en liberté de la personne recherchée. Les experts considèrent que la personne ne doit pas être remise en liberté si on tient compte de la jurisprudence de la Cour de Cassation selon laquelle le délai n'est pas prévu sous peine de nullité.

¹ Après la visite d'évaluation, les experts ont été informé qu'une modification du site du RJE a été faite, qui devrait permettre la correcte identification de l'autorité judiciaire française compétente pour le traitement du MAE.

RESTREINT UE

7.3.1.4. - Examen au fond du MAE

Les experts ont constaté un risque de mise en danger du principe de reconnaissance mutuelle à cause de la pratique de certaines juridictions françaises de pratiquer un examen au fond du MAE, notamment concernant l'évaluation du degré de participation de la personne recherchée. Cette pratique peut engendrer des demandes d'information complémentaires exigeant la production de renseignements que parfois l'autorité judiciaire d'émission n'est pas en mesure de fournir.

7.3.1.5 - Informations complémentaires

Les experts ont constaté que, dans la pratique de l'exécution du MAE, toutes les autorités intervenantes (bureau Sirene, Interpol, Mission Justice, Procureur Général) en outre de la Chambre de l'instruction demandent des informations complémentaires à l'autorité d'émission. A cet égard, l'équipe d'experts a observé que même appréciant le but d'améliorer la qualité du MAE avant l'audience de la Chambre de l'instruction, cette pratique risque d'alourdir la procédure par rapport à l'autorité d'émission qui pourrait recevoir jusqu'à cinq requêtes d'informations.

Pendant l'évaluation on a pu constater que, en dépit d'une parfaite co-ordination entre le bureau Sirene et la Mission Justice, le bureau Interpol prend des initiatives autonomes quand il s'agit de poser des questions supplémentaires. Les experts considèrent que, Interpol n'étant pas une autorité judiciaire d'exécution, chaque demande d'information à l'autorité d'émission devrait être faite en concertation avec les magistrats de la Mission Justice ou avec l'autorité judiciaire d'exécution comme le fait le Bureau SIRENE.

7.3.1.6 - Utilisation appropriée et qualité de rédaction du MAE

Les experts ont partagé la critique des autorités françaises concernant la pratique, consistant pour certaines autorités étrangères d'émission, d'utiliser le MAE à d'autres fins que celles prévues par la décision cadre (p.ex. décerner un MAE pour des infractions mineures contre une personne qui n'a pas obtempéré dans l'Etat d'émission à une convocation judiciaire).

Les experts ont déploré ce manque de soins qui donne lieu à la multiplication des demandes d'information complémentaires et ainsi vide peu à peu de son contenu le principe de reconnaissance mutuelle.

RESTREINT UE

L'évaluation a mis en lumière que la qualité de rédaction et de traduction des MAE s'est progressivement dégradée, surtout de la part de certains pays (Espagne, Italie et Pologne). Les experts ont déploré ce manque de soin qui donne lieu à la multiplication des demandes d'informations complémentaires et ainsi vider peu à peu le contenu du principe de reconnaissance mutuelle.

7.3.1.7 - Pouvoirs du Procureur Général

Les experts ont pris note de l'anomalie législative signalée par les praticiens rencontrés, selon laquelle le Procureur Général qui décide du maintien en détention ou non de la personne recherchée et il ne peut pas l'assortir d'un placement sous contrôle judiciaire.

En cas de suspicion de risque de fuite, le Procureur Général a donc tendance à privilégier la mise sous écrou de la personne recherchée.

7.3.1.8 - Sursis à la remise

Les experts ont constaté que la décision de surseoir à la remise pour raisons humanitaires sérieuses, accordée aux termes de l'article 695-38 du code de procédure pénale à la seule Chambre de l'instruction, a pu dans une affaire être prise par le Procureur Général (voir 4.7). Ils considèrent qu'une clarification des compétences respectives du Procureur Général/Chambre de l'Instruction serait nécessaire.

7.3.1.9 - Motifs de refus obligatoires. Prescription et discrimination

Concernant la prescription (695-22 §4 de la loi française de transposition) deux remarques ont été faites par les experts.

La première étant que la prescription, en tant qu'applicable aux faits qui peuvent être poursuivis et jugés en France, pourrait avoir indirectement pour effet de bénéficier aux ressortissants français.

S'agissant d'une infraction commise à l'étranger par un étranger, les juridictions répressives françaises ne sont pas en principe compétentes, puisque l'ordre social français n'a pas été troublé et cela même si cet étranger réside en France. Cependant le droit français connaît plusieurs hypothèses pour lesquelles un étranger peut être poursuivi pour une infraction commise hors de France.

Tel est, en premier lieu, le cas où une convention internationale le prévoit (article 689 et suivant CPP). En second lieu, la loi française donne compétence aux juridictions françaises pour juger de tout crime dont la victime est de nationalité française. Il en est de même dans le cas des délits précédés d'une plainte de la victime ou d'une dénonciation officielle par l'autorité du pays où le fait a été commis.

La seconde étant que la discrimination (695-22, para 5) a été transposée dans la loi française comme motif de refus.

7.3.1.10 - Notifications des délais de l'article 17-7 de la décision cadre

L'équipe d'experts a relevé une discordance dans la transposition de l'article 17, paragraphe 7, de la décision cadre qui prévoit que tous les dépassements des délais prévus par cet article (soit 10, 60 et 90 jours) soient communiqués à Eurojust, alors que la disposition française prévoit que seul le dépassement de 90 jours doit être signalé.

7.3.1.11 - Régime juridique applicable au retour des ressortissants

Les experts ont pris note du fait que la France, à l'instar d'autres états membres de l'Union européenne, dû à l'absence d'une disposition sur le transfèrement des personnes dans la décision cadre, considère applicable la Convention du 21 mars 1983 sur le transfèrement des personnes condamnées. Même si, dans la pratique, existe un usage parmi les autorités judiciaires selon lequel la décision cadre donne une base juridique suffisante pour permettre aux autorités judiciaires d'exécution de donner les garanties requises par l'état d'émission (sans l'intervention du Ministère de la Justice).

Les experts ont souligné l'opportunité d'avoir un régime homogène dans l'Union européenne.

7.3.1.12 - Spécialité

L'équipe d'experts a noté les problèmes d'application de la règle de la spécialité (voir paragraphe 4.11). Les experts ont pris note de l'intention des autorités françaises de faire des modifications législatives à ce sujet.

RESTREINT UE

7.3.1.13 - Extension de la remise

Les experts ont constaté une pratique divergente des juridictions françaises quant à la pratique de l'extension de la remise. En effet, certaines juridictions refusent l'extension de la remise qui doit alors prendre la voie d'une extension d'extradition classique, alors que d'autres l'accordent facilement. Une uniformisation est nécessaire et une modification de l'article 695-46 du code de procédure pénale est donc souhaitable.

7.3.1.14 - Remise accessoire

Les experts ont pris note du signalement, de la part des autorités françaises, d'une lacune dans la décision cadre du 13 juin 2002, là où elle ne prévoit pas la remise accessoire en cas de pluralité d'infractions dont certaines n'entreraient pas dans le champ d'application de la décision cadre.

7.3.1.15 - Remise temporaire

Les experts ont noté que les praticiens français n'utilisent pas couramment la remise temporaire à cause de la difficulté d'identifier le titre de détention valable pendant la période de remise temporaire.

7.3.1.16 - Pouvoirs de coercition de la Chambre d'instruction

Les experts ont relevé qu'il n'est pas prévu de mesures coercitives pour garantir la remise dans les cas où la personne a été laissée libre pendant la procédure.

7.3.1.17 - Défense

Les experts ont noté un décalage entre le niveau de spécialisation des magistrats et de la défense, notamment les avocats commis d'office et ont suggéré aux représentants des barreaux rencontrés d'envisager une formation spécifique sur la MAE.

En outre, les experts ont eu l'impression que la pratique de certaines juridictions était susceptible de limiter la possibilité pour les avocats d'avoir accès au dossier en temps utile pour bien préparer les argumentations en recours.

7.3.2. Bonnes pratiques

7.3.2.1 - Mission Justice

Le placement d'une cellule de magistrats au sein du bureau Sirene/Interpol apparaît aux experts une bonne initiative permettant d'avoir immédiatement l'expertise de l'autorité judiciaire pour toutes questions juridiques liées à l'émission ou à l'exécution d'un MAE, conformément à la décision cadre.

7.3.2.2 - Fiche pénale

Les experts ont beaucoup apprécié la pratique mise en place par le SAP, lors de la remise d'une personne, de remettre à l'autorité d'émission, en même temps, la fiche pénale attestant les périodes de détention déjà purgés et la copie de l'arrêt de la chambre d'instruction accordant la remise.

7.3.2.3 - Vérifications systématiques dans le FPR

Les experts ont constaté qu'une vérification systématique de tous les signalements "Article 95" reçus sur la Zone Europe, et non pas seulement ceux ciblés sur la France était effectuée dans le FPR.

8. RECOMMANDATIONS

8.1. RECOMMANDATIONS DESTINÉES À LA FRANCE

8.1.1. En tant qu'État membre d'émission

Recommandation n. 1 - Envisager la possibilité de poursuivre, dans le respect de l'autonomie d'appréciation des situations individuelles, une politique d'exécution des peines raisonnablement homogène afin d'assurer une uniformité de traitement (voir point 7.2.1.1).

Recommandation n. 2 - S'en tenir, dès que possible, aux prescriptions de la décision cadre relatives au formulaire standard, en évitant d'introduire des pratiques avalisant des exigences juridiques particulières requises par certains états, mais qui ne sont pas prévues par la décision cadre et qui vont au delà du principe de reconnaissance mutuelle (voir point 7.2.1.2).

RESTREINT UE

Recommandation n. 3 - Exploiter au maximum le potentiel des outils d'appui à la disposition des magistrats pour faciliter l'application du MAE, notamment en soignant la mise à jour de la circulaire ministérielle, en diffusant une version consolidée de ladite circulaire et en mettant à jour le site Intranet du BEPI à la lumière de l'évolution jurisprudentielle en la matière. Prévoir une section, sur le site Intranet, incluant la jurisprudence de la Cour de Justice de l'Union européenne. Encourager la régularité des réunions du groupe de suivi et diffuser les résultats des discussions à toutes les juridictions nationales ainsi qu'aux conseils de l'ordre des barreaux d'avocats intéressés (voir points 7.2.2.1 et 7.2.2.2).

Recommandation n. 4 - Améliorer le système de récolte des informations au niveau du Ministère de la Justice concernant les MAE traités directement par les autorités judiciaires françaises (voir point 7.2.2.3).

8.1.2. En tant qu'État membre d'exécution

Recommandation n.5 - Envisager une approche plus souple consistant à accepter de remettre la personne recherchée sur le fondement de MAE établis dans une langue autre que le FR à l'instar de la pratique de certains EM (voir point 7.3.1.2).

Recommandation n. 6 - Envisager la possibilité de modifier ou de clarifier les dispositions du code de procédure pénale concernant les modalités (acceptation du MAE sous une autre forme que celle de l'original ou de la copie certifiée conforme à l'original) et le délai de réception d'un MAE (règle des 6 jours) ainsi que prévu par la jurisprudence de la Cour de Cassation (voir point 7.3.1.3.).

Recommandation n. 7 - S'en tenir aux informations fournies par l'autorité judiciaire émettrice dans le formulaire du MAE, en évitant, dans la mesure du possible, des demandes sur le fond du dossier, qui risquent de constituer une ingérence dans la procédure pénale en cours dans l'Etat d'émission, comme conséquence possible le risque de refus de remise aux autorités requérantes de la personne recherchée (voir point 7.3.1.4).

Recommandation n. 8 - Encourager la coordination entre les autorités françaises intervenantes dans la procédure d'exécution d'un MAE afin de limiter la multiplication et la quantité de demandes d'informations complémentaires à l'autorité d'émission (voir point 7.3.1.5).

RESTREINT UE

Recommandation n. 9 - Envisager la modification des dispositions du code de procédure pénale relatives à l'exécution d'un MAE afin d'attribuer au Procureur Général la possibilité de placer également sous contrôle judiciaire (voir point 7.3.1.7).

Recommandation n. 10 - Clarifier et délimiter précisément les compétences du Procureur Général et de la Chambre de l'instruction en matière de sursis à la remise pour raisons humanitaires sérieuses (voir point 7.3.1.8).

Recommandation n. 11 - Envisager la possibilité de modifier les dispositions du code de procédure pénale concernant la discrimination comme motif de refus (voir point 7.3.1.9).

Recommandation n. 12 - Envisager la possibilité de réexaminer la transposition en droit interne au regard des délais visés par l'article 17-7 de la décision cadre (voir point 7.3.1.10).

Recommandation n. 13 - Poursuivre le projet de modification de l'article 695-46 du code de procédure pénale en ce qui concerne la spécialité (voir point 7.3.1.12).

Recommandation n. 14 - Uniformiser la pratique de l'extension de la remise en procédant à un amendement de l'article 695-46 du code de procédure pénale (voir point 7.3.1.13).

Recommandation n. 15 - Clarifier, au niveau national, la disposition applicable à la remise temporaire (voir point 7.3.1.15).

Recommandation n. 16 - Modifier le code de procédure pénale de manière à introduire un pouvoir coercitif permettant de garantir la remise effective de la personne recherchée aux autorités requérantes (voir point 7.3.1.16).

Recommandation n. 17 - Prendre les mesures nécessaires pour garantir, dans la pratique, la possibilité pour les avocats d'accéder aux informations concernant le MAE en temps utile aux fins de garantir au mieux une défense effective de leur mandant (voir point 7.3.1.17).

RESTREINT UE

8.2. RECOMMANDATIONS DESTINÉES À D'AUTRES ÉTATS MEMBRES

Recommandation n. 18 - S'en tenir, dès que possible, aux prescriptions de la décision cadre relatives au formulaire standard, en évitant d'introduire des pratiques avalisant des exigences juridiques particulières, requises par certains Etats, mais qui ne sont pas prévues par la décision cadre et qui sont contraires au principe de reconnaissance mutuelle (voir point 7.2.1.2).

Recommandation n. 19 - Poursuivre l'objectif de maintenir des contacts réguliers avec les autorités judiciaires d'émission afin de les informer de l'avancement de la procédure d'exécution. Notifier immédiatement à l'autorité judiciaire d'émission la décision concernant la suite donnée au MAE, conformément à l'article 22 de la décision cadre (voir point 7.2.1.4).

Envisager la possibilité de remettre une fiche attestant les périodes de détention déjà effectuées dans le pays d'exécution, sur le modèle de la fiche pénale française (voir point 7.3.2.2).

Recommandation n. 20- Mettre en place des initiatives, compatibles avec le système national, aptes à faciliter l'application du MAE par les autorités judiciaires (rédaction de circulaires explicatives, création de site Intranet pour la diffusion des informations en la matière, groupe de suivi) (voir points 7.2.2.1 et 7.2.2.2).

Recommandation n. 21 - Envisager la possibilité de placer des magistrats à coté du bureau Sirene/Interpol afin d'avoir à disposition l'expertise immédiate des autorités judiciaires pour toutes questions juridiques liées à l'émission ou à l'exécution d'un MAE (voir point 7.3.2.1)

Recommandation n. 22 - Prêter le plus grand soin à la rédaction du formulaire du MAE, afin d'assurer une qualité maximale aux informations requises par le formulaire, notamment en ce qui concerne le degré de participation. Vérifier la qualité de la traduction (voir point 7.3.1.6).

Recommandation n. 23 - Tenir compte du principe de proportionnalité lors de l'émission d'un MAE, en évitant l'utilisation de cet instrument pour des infractions mineures ou pour des fins qui ne soient pas conformes (voir point 7.3.1.6).

RESTREINT UE

8.3. RECOMMANDATIONS DESTINÉES À L'UNION EUROPÉENNE

Recommandation n. 24 - Prendre les initiatives aptes à assurer la mise à jour des listes contenues dans l'Atlas du RJE, relatives aux autorités judiciaires compétentes pour traiter les MAE (voir points 7.2.1.3 et 7.3.1.1).

Recommandation n. 25 - Examiner les conséquences juridiques résultant des transpositions divergentes faites par les Etats membres des motifs de refus obligatoires et facultatifs prévus par la décision cadre et envisager la possibilité d'une harmonisation de la transposition (voir point 7.3.1.9).

Recommandation n. 26 - Examiner la possibilité d'introduire une procédure commune pour le retour des ressortissants nationaux (voir point 7.3.1.11).

Recommandation n. 27 - Envisager la possibilité de combler la lacune relative à la remise accessoire en cas de pluralité d'infractions dont certaines n'entreraient pas dans le champ de la décision cadre (voir point 7.3.1.14).

Recommandation n. 28 - Envisager la possibilité d'introduire un modèle commun de 'fiche pénale' pour tous les états membres de l'Union européenne (voir point 7.3.2.2).

Recommandation n. 29 - Envisager la possibilité de définir un nombre limité de langues véhiculaires dans lesquelles pourront être émis les MAE (voir point 7.3.1.2).

RESTREINT UE

ANNEX A

La procédure d'exécution d'un mandat d'arrêt européen

Cadre juridique	Mandat d'arrêt européen (art. 695-11 à 695-51 du C.P.P.)	
	Consentement	Absence de consentement
Arrestation	Arrestation par les services de Police ou Gendarmerie. Information sur l'existence du mandat.	
Parquet général	Présentation au Procureur Général dans les 48 heures de l'arrestation, pour vérification d'identité et information sur le contenu du mandat (Art. 695-27 et 28 du C.P.P.)	
Lieu d'écrou	Maison d'arrêt du siège de la cour d'appel (art. 695-28 du C.P.P.)	
Comparution devant la Chambre de l'instruction	Comparution devant la Chambre de l'instruction dans le délai de 5 jours ouvrables à compter de la présentation au parquet général (art. 695-29 du C.P.P.)	
Décision de la Chambre de l'instruction	Donne acte du consentement dans les 7 jours (art. 695-39 du C.P.P.)	Décision rendue dans le délai de 20 jours (art. 695-31 du C.P.P.)
	C'est à ce stade de la procédure que les garanties prévues par l'article 5 de la décision-cadre peuvent être sollicitées.	
Recours	Aucun recours (art.695-31 du C.P.P.)	Pourvoi en cassation dans les 3 jours francs – délai de 40 jours pour statuer (art. 695-31 et 574-2 du C.P.P.) En cas de cassation avec renvoi, nouveau délai de 20 jours

RESTREINT UE

ANNEX B

INTERDICTIONS CONCERNANT LA REMISE

Références législatives (Code de procédure pénale)	Motifs	Articles correspondants de la décision-cadre
Article 695-22	Amnistie	Article 3, point 1)
Article 695-22	Jugement définitif ou condamnation déjà subie	Article 3, point 2)
Article 695-22	Âge de responsabilité pénale	Article 3, point 3)
Article 695-22 (motif obligatoire de refus)	Prescription de l'action publique	Article 4, point 4) (motif facultatif de refus)
Article 695-22	Droits fondamentaux consacrés par l'article 6 du traité sur l'Union européenne	Article 1 ^{er} , paragraphe 3
Article 695-23	Le fait ne constitue pas une infraction au regard du droit français	Article 2, paragraphe 4
Article 695-24	Décision de ne pas poursuivre	Article 4, point 3)
Article 695-22	Double incrimination	Article 4, point 5)
Article 695-24	Nationalité française	Article 4, point 6), et article 5, point 3)
Article 695-24	Commission des infractions sur le territoire français en tout ou en partie ou hors du territoire de l'état d'émission et loi française n'autorise pas la poursuite de l'infraction commise hors du territoire national	Article 4, point 7), a) et b)

RESTREINT UE

SYNTHESE MAE ENREGISTRES AU BEPI // 2004 ---> 2007

ANNEX C

27/02/2007

PAYS	2004			2005			2006			2007			2004 --> 2007
	Actif	Passif	Total	Actif	Passif	Total	Actif	Passif	Total	Actif	Passif	Total	
Allemagne*	21	27	48	15	60	75	14	34	48	7	6	13	184
Autriche	6	6	12	8	5	13	4	13	17	2	0	2	44
Belgique	39	72	111	72	122	194	84	108	192	9	6	15	512
Chypre			0	1	2	3	0	0	0	0	1	1	4
Danemark			0	3	2	5	1	0	1	0	0	0	6
Espagne	103	66	169	128	78	206	133	66	199	11	10	21	595
Finlande	0	2	2	0	2	2	0	3	3	0	0	0	7
Grèce			0	8	1	9	5	2	7	0	0	0	16
Hongrie	0	1	1	5	7	12	10	4	14	0	0	0	27
Irlande	1	0	1			0			0			0	1
Italie			0	13	28	41	25	46	71	3	3	6	118
Lituanie	0	4	4	2	0	2	2	4	6	0	1	1	13
Luxembourg	0	5	5	1	4	5	3	12	15	1	0	1	26
Pays Bas	12	9	21	43	16	59	50	24	74	3	3	6	160
Pologne	2	2	4	2	18	20	5	47	52	0	16	16	92
Portugal	9	14	23	24	22	46	12	22	34	2	1	3	106
Royaume Uni	2	3	5	16	10	26	18	10	28	0	0	0	59
République Tchèque							3	1	4	0	0	0	4
Slovaquie	0	0	0	2	0	2	1	1	2	0	0	0	4
Slovénie	0	1	1			0	1	1	2	0	0	0	3
Suède	0	1	1	0	4	4	2	3	5	1	0	1	11
TOTAL	195	213	408	343	381	724	373	401	774	39	47	86	1992

*(sauf du 18/07/05 au 01/08/06)

RESTREINT UE

INFRACTIONS MAE 2004 ----> 2007

27/02/2007

INFRACTIONS	2004	2005	2006	2007	TOTAL
Stupéfiants	118	178	219	20	535
Vols commis en Bande	69	127	164	22	382
Escroqueries	38	99	90	12	239
Homicide volontaire, coups et blessures graves	44	74	62	4	184
Divers (<i>pensions alimentaires, violences, abandon de famille..</i>)	29	59	31	4	123
Terrorisme	36	33	19	5	93
Viol	15	28	39	1	83
Fraude portant atteinte aux intérêts financiers...	10	26	29	4	69
Falsification de document	8	20	27	4	59
Enlèvement séquestration	12	18	19		49
Traite des êtres humains	12	18	13	2	45
Falsification de moyens de paiement	3	9	11	1	24
Trafic de véhicules volés	1	8	9	2	20
Extorsion de fonds	3	7	5	1	16
Blanchiment du produit du crime	3	2	10	1	16
Aide à l'entrée et au séjour irréguliers		7	7	2	16
Exploitation sexuelle des enfants	1	3	8		12
Incendie volontaire	3	2	2		7
Contrefaçon et piratage		1	4		5
Cybercriminalité	0	1	3		4
Faux monnayage	1	2	1		4
Trafic d'armes	1	2			3
Faux monnayage, y compris la contrefaçon de l'euro			1		1
Trafic illicite de biens culturels	1				1
Corruption			1	1	2
TOTAL	408	724	774	86	1992

RESTREINT UE

REMISES SUR MANDAT D'ARRET EUROPEEN 2004 ---> 2007

Estimation à date (Source : PG / Mission Justice / Transmission directe / transfèrement --> PV de remise)

	ACTIFS			PASSIF			27/02/2007
	Remis par...	Nationaux	Total	Remis à...	Nationaux Français	Total	TOTAL
Allemagne	25	5	30	70	23	93	123
Autriche	15	0	15	14	2	16	31
Belgique	85	52	137	101	112	213	350
Chypre	0	0	0	2	0	2	2
Danemark	3	1	4	2	0	2	6
Espagne	203	59	262	49	28	77	339
Finlande	0	0	0	4	0	4	4
Grèce	8	1	9	1	1	2	11
Hongrie	12	2	14	9	0	9	23
Irlande	1	0	1	0	0	0	1
Italie	8	7	15	45	6	51	66
Lituanie	2	1	3	5	0	5	8
Luxembourg	3	0	3	2	12	14	17
Pays Bas	44	17	61	30	7	37	98
Pologne	6	1	7	32	0	32	39
Portugal	15	14	29	23	9	32	61
Royaume Uni	13	8	21	10	8	18	39
République Tchèque	1	0	1	1	0	1	2
Slovaquie	1	1	2	1	0	1	3
Slovénie	1	0	1	0	1	1	2
Suède	2	0	2	8	0	8	10
	448	169	617	409	209	618	1235

PROGRAMME DES VISITES

Lundi 22 janvier 2006

- 14.00-18.30 Ministère de la Justice
1. Présentation de l'organisation des travaux
 2. La procédure française applicable au mandat d'arrêt européen ;
 - l'émission du mandat d'arrêt européen et sa diffusion ; le site du bepi.
 - pause-
 - l'exécution du mandat d'arrêt européen et la procédure de remise ;
 3. le recueil des statistiques (présentation de la méthode et des résultats)

Mardi 23 janvier 2006

- 09.30-10.00 Palais de justice de Paris, accueil par M. le Premier président et M. le Procureur Général de la cour d'appel de Paris
- 10.00- 11 30 M. Gurtner, président de la Chambre de l'instruction, Mmes Petit-Leclair, Slama, MM. Lecompte, Cazals, substituts généraux
- 11.30 – 13.00 Rencontre avec des magistrats du tribunal de grande instance de Paris, M. Cordier, procureur adjoint, Mmes Chaponneaux et Blondet, vice-procureures
- 13.00-14.00 Déjeuner à la cour d'appel de Paris
- 14.00 -15.15 Rencontre avec les membres du barreau de Paris
- 15.30 Départ pour Aix-en-Provence

Mercredi 24 janvier 2006

- 09.15-10.00 Cour d'appel d'Aix-en-Provence, Réception par M. le Premier président et M. le Procureur Général (ou leurs représentants)
- 10.00-11.00 Rencontre avec des magistrats « émetteurs » de mandat d'arrêt européen, (M. Choquet, vice-président chargé de l'instruction ; Mme Poinot, vice procureur)
- 11.00-12.30 Rencontre avec M. le président et MM. les conseillers de la Chambre de l'instruction ; en présence de M. Charpentier, avocat général en charge de l'entraide internationale
- 12.30–14.00 Déjeuner à la cour d'Aix-en-Provence
- 14.00-15.30 Rencontre avec des représentants du barreau
- 16.00 Départ pour Paris

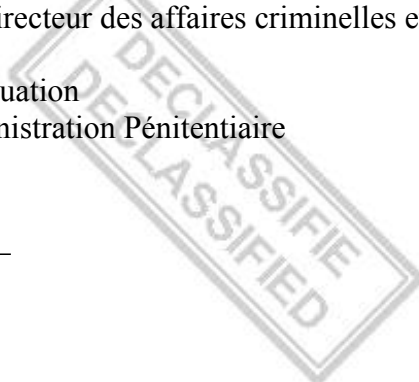
Jeudi 25 janvier 2006

- 09.15-09.45 Cour d'appel de Versailles, Réception par M. Lathoud, Procureur Général,
- 09.45-11.00 Rencontre avec des représentants du parquet général près la cour d'appel et du parquet près le tribunal de grande instance de Versailles (M. Junillon, Mme Chapelle et M. de Lafforest)
- 11.00-12.30 Rencontre avec M. le président de la Chambre de l'instruction : MM. Guérin et Riquin et M. le doyen des juges d'instruction du tribunal de grande instance de Nanterre (M. Philibeau)
- 13.00–14.30 Déjeuner à la cour de Versailles
- 14.30-16.00 Rencontre avec des représentants du barreau

RESTREINT UE

Vendredi 26 janvier 2006

09.30-12.30	Ministère de la Justice, Bureau de l'entraide pénale internationale, Mission justice/DCPJ. Présentation de la « mission justice » et de la SCOPOL (les systèmes de diffusion des mandats d'arrêt européens)
12.30-14.15	Déjeuner de clôture offert par M. Huet, directeur des affaires criminelles et des grâces.
14.15-15.00	Réponse aux questions de l'équipe d'évaluation
15.00-16.00	Visite Service de transfèrement de l'administration Pénitentiaire
17.00	Clôture des travaux



LISTE DES PERSONNES INTERROGÉES

Ministère de la Justice, direction des affaires criminelles et des grâces

M. Jean-Marie Huet, directeur
M. Alain Saffar, sous directeur de la justice pénale spécialisée
M. Eric Ruelle, chargé de mission auprès du directeur des affaires criminelles et des grâces, responsable du pôle négociation transposition.
M. Samuel Lainé, chef du bureau de l'entraide pénale internationale
M. Loïc Guérin, adjoint au chef du bureau de l'entraide pénale internationale
M. Hocine Boudjémia, secrétaire administratif.

Cour d'appel de Paris

M. Renaud Chazal de Maurias, Premier président
M. Norbert Gurtner, président de la Chambre de l'instruction
M. François Feltz, avocat général
Mme Rine Slama, avocat général
Mme Sylvie Petit-Leclair, substitut général
M. Jean-Charles Lecompte, substitut général
M. Jacques Cazals, substitut général
M. Ronan Leclerc, greffier en chef

M. Cordier François, procureur adjoint près le tribunal de grande instance de Paris
Mme Blondet, vice-procureur chargée près le tribunal de grande instance de Paris de l'exécution des peines
Maîtres Lagrave et Getsch, avocats, membres du conseil de l'ordre

Cour d'appel d'Aix-en-Provence

M. Jean-Pierre Atthenont, Premier président
M. Gabriel Bestard, Procureur Général
M. Yves Le Bourdon, président de la Chambre de l'instruction
M. Bertrand Charpentier, avocat général
M. Jean-Michel Cailliau, avocat général
M. Dominique Voglimacci, vice-président chargé de l'instruction au tribunal de grande instance de Marseille
Mme Isabelle Poinso, vice-procureur près le tribunal de grande instance de Marseille

M. le Bâtonnier Marc Bollet, barreau de Marseille
Me Christian Méjean, avocat au barreau de Marseille

Maîtres Bruno Rebstock et Luc Febraro, avocats au barreau d'Aix-en-Provence

RESTREINT UE

Cour d'appel de Versailles

M. Vincent Lamanda, Premier président
M. Jean-Amédée Lathoud, Procureur Général

M. Pierre Riquin, président de la Chambre de l'instruction
M. Alain Junillon, avocat général,
Mme Marie-Anne Chapelle, substitut général

M. Yves de Lafforest, vice procureur au tribunal de grande instance de Versailles, en charge de l'exécution des peines

M. le Bâtonnier Philippe Billon, barreau de Versailles
Me Raphaël Pacouret, président de la commission pénale du barreau de Versailles

Mission justice

Mme Dhont et Donnadiou, greffière
M. Basquin, attaché d'administration centrale

M. Bernard Petit, chef de la division relations internationales de la direction centrale de police judiciaire
M. Jean-Marc Souvira, adjoint
Mme Carine Vialatte, chef de la section centrale de coopération opérationnelle policière à la direction centrale de la police judiciaire

Administration pénitentiaire

Mme Catherine Christophe, en charge des transfèvements

LISTE DES ABRÉVIATIONS/GLOSSAIRE DES TERMES

ACRONYMES ABRÉVIATIONS TERMES	EXPLICATIONS EN FRANCAIS
BEPI	Bureau de l'Entraide Pénale Internationale
DACG	Direction des Affaires Criminelles et des Grâces
ENM	Ecole Nationale de la Magistrature
FPR	Fichier des Personnes Recherchées
GMD	Groupe multidisciplinaire 'Criminalité organisée'
MAE	Mandat d'arrêt européen
REFJ	Réseau Européen des Formations Judiciaires
RJE	Réseau Judiciaire Européen
SAP	Service de Transfèrement de l'Administration Pénitentiaire
SCCOPOL	Section centrale de Coopération Opérationnelle de Police
SIS	Système d'Information Schengen